

Université d'Antananarivo

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département Economie

Option : Développement

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE EN VUE DE L'OBTENTION DU :
« Diplôme de Maîtrise ès-Sciences Economiques

**COMMERCE INTERNATIONAL, CROISSANCE ET
DEVELOPPEMENT**

Un retour sur les expériences africaine et chinoise

Présentée par : RASENDRAHARINIVO Haingo Salohy

Encadreur : Monsieur RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja

Maître de conférences, Dép. Economie, Chercheur au C3ED-Madagascar

Date de soutenance : 03 Juin 2013

Année Universitaire : 2011-2012

REMERCIEMENTS :

Avant toutes choses, nous tenons à remercier Dieu, car sans lui ce mémoire ne serait pas arrivé à son terme. Ensuite nous remercions :

- Monsieur le Président de l'Université d'Antananarivo
- Monsieur le Doyen de la Faculté de Droit d'Economie, de Gestion et de Sociologie
- Monsieur le Chef de Département en Economie de l'Université d'Antananarivo
- Tous les enseignants et personnels de la Faculté DEGS
- Ma famille qui m'a toujours soutenue durant mes études et surtout pendant l'élaboration de ce mémoire
- Tous mes amis et à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à l'élaboration de ce travail
- Monsieur ANDRIANANJA Hery, enseignant chercheur à l'Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, pour ses conseils avisés et son encadrement.

LISTE DES ACRONYMES :

ASEAN	Association des Sud Est Asiatique
CEI	Communauté d’Etat Indépendant
CEPII	Centre d’Etudes Prospectives et d’Information Internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
FMI	Fonds Monétaire International
FMN	Firme Multinationale
HOS	Hecksher Ohlin Samuelson
IDE	Investissement Direct Etranger
NPI	Nouveaux Pays Industrialisés
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMC	Organisation Mondial du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Programme d’Ajustement Structurel
PED	Pays en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
RNB	Revenu National Brut
RD	Recherche et Développement
UMOA	Union Monétaire Ouest Africain
ZES	Zone Economique Spéciale

GLOSSAIRE :

Avantage comparatif : position d'avantage d'un pays qui permet à une entreprise ou à un pays de produire un bien ou un service à un coût moindre que les autres.

Avantage absolu : position d'avantage qui permet à une entreprise ou à un pays de produire un bien ou un service en utilisant moins de ressources qu'un tiers.

Balance commerciale : Différence entre la valeur des exportations d'un pays et celle de ses importations, pour une période donnée.

Croissance économique : augmentation soutenue pendant une ou plusieurs période longue d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels.

Economies d'échelle : Economies réalisées sur le coût moyen d'un produit consécutivement à une augmentation de la production.

Excédent commercial : Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire.

Investissement Direct Etranger : Investissement qui se fait par installation ou développement d'unité de production à l'étranger.

Produit National Brut : valeur des biens et services produits au cours d'une année par l'ensemble des agents économiques d'un pays.

Protectionnisme : Un ensemble de mesure visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère.

Terme de l'échange : Rapport entre les valeurs des importations et celles des exportations d'un pays, plus précisément entre les prix des produits échangés.

SOMMAIRE :

Introduction	1
Chapitre 1 : Commerce international et croissance économique : Revue théorique	3
Section 1 : Théorie du commerce international	3
Section 2 : Commerce international : Moteur de la croissance	19
Chapitre 2 : Commerce international et Développement : Echec de l’Afrique et Succès de la Chine	27
Section 1 : Commerce international et vulnérabilité de l’économie africaine	27
Section 2 : Montée en puissance de la Chine	35
Conclusion	46

INTRODUCTION :

Le commerce international est perçu comme un moteur de la croissance économique (Gondowe, 2005). La libéralisation des échanges a favorisé une croissance économique soutenue pour plusieurs pays. Par exemple, l'ouverture de la Chine au commerce international lui a permis de connaître une croissance économique passant de 2% en 1960 à 9,5% en 2011 (Appia, 2012). Par ailleurs, les bailleurs de fonds et les organismes internationaux recommandent aux pays l'ouverture de leur économie et la libéralisation des échanges avec les autres. L'ouverture aux échanges figure en effet parmi les conditions nécessaires pour l'octroi d'aides financières pour les pays en développement (PED) (Lemzoundi, 2005).

Les mouvements transfrontaliers des biens, des services, des capitaux et des personnes ont connu une croissance remarquable au cours des trois derniers siècles. Si le commerce ne représentait que 2% en 1800, il en était de 60% en 2011 (Banque mondiale, 2012). Les PED ont contribué à cette augmentation des échanges. Entre 1980 et 2010, leur part dans le commerce mondial passait de 25% à 47% et celui dans la production mondiale était aussi en hausse de 33% à 45% (OMC, 2011). Cependant, le taux de participation de chaque PED dans le commerce mondiale varie : la part de l'Asie, le groupe le plus dynamique des PED, passait de 10% en 1990 à 21% en 2009 (OMC, 2010) alors que pour la même période, celle de l'Afrique n'a pas évolué, soit 3%. De même, la part des pays les moins avancés (PMA) stagnait à 2,8% de 1990 à 2010 (OMC, 2010). Cette inégalité entre les PED est attribuée au fait que de nombreux pays sont confrontés à des problèmes (manque d'infrastructure, déficience du gouvernement, etc.) empêchant leur développement et la diversification dans leurs échanges. Dans ces pays, la libéralisation du commerce n'a pas abouti aux avantages escomptés, notamment la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Par rapport à cette problématique, notre objectif étant d'apporter des réponses à la question suivante : dans quelle mesure le commerce international contribue-t-il à la croissance économique des pays en développement ?

Pour répondre à cette question, la méthodologie suivante a été adoptée.

En premier lieu, nous avons effectué des revues bibliographiques concernant d'une part le commerce international et la croissance économique telles que l'ouvrage de Stiglitz (2007) et de Krugman (2009) et d'autre part une revue de la littérature sur la théorie du commerce international notamment les avantages comparatifs et la nouvelle théorie du commerce international.

En deuxième lieu, des collectes de données relatives aux échanges internationaux (Banque Mondiale, OMC, FMI, etc.) ont été effectuées. Enfin, pour compléter notre étude, nous avons visité les sites de cairn.info et Persée.

Sur le plan théorique, le principe des avantages comparatifs détermine les intérêts perçus par les pays participants aux échanges. Elle indique que l'échange entre les nations est plus favorable à partir du moment où les coûts de production des biens diffèrent d'un pays à l'autre. Ainsi, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens où il est comparativement le meilleur ou moyennement. Pour expliquer les flux d'échanges actuels, la nouvelle théorie utilise plusieurs outils d'analyses : la différenciation verticale (Chamberlin, 1933) et horizontale (Hotelling, 1929 ; Lancaster, 1979) du produit, les rendements d'échelle croissant (Krugman, 1979 et 1980) et la recherche et développement (Posner, 1961). Ces outils constituent les atouts des pays industrialisés. Ils ne peuvent se développer dans un petit pays qu'en situation de protectionnisme. Pourtant ces pays doivent libéraliser leurs échanges.

Ce mémoire comporte deux chapitres. Le premier aborde la relation entre le commerce international et la croissance économique. Ici, l'analyse consiste d'une part sur la théorie du commerce international selon les différentes écoles (Section 1) et d'autre part, sur l'approche développementale de la relation entre le commerce international, la croissance économique et la pauvreté (Section 2). Le second chapitre avance une étude de cas de l'Afrique et de la Chine concernant les conséquences au niveau de leur ouverture aux échanges internationaux notamment, la vulnérabilité de l'économie africaine (Section 1) et la montée en puissance de la Chine (Section 2).

CHAPITRE 1 : COMMERCE INTERNATIONAL ET CROISSANCE ECONOMIQUE : UNE REVUE THEORIQUE

La croissance économique est un facteur pour la réduction de la pauvreté. En augmentant et en améliorant les emplois productifs, elle contribue à faire reculer la pauvreté. La création d'emplois peut être envisagée par une expansion du marché intérieur grâce au commerce international, au niveau régional et mondial. De plus, le commerce international permet le transfert de technologie et de savoir-faire des pays avancés, améliorant ainsi la productivité nationale et en même temps l'intensification de la concurrence. Ainsi, il stimule la compétitivité des entreprises nationales. L'objet de ce chapitre consiste à analyser cette relation entre le commerce international et la croissance économique.

Ce chapitre examine les théories du commerce international (section 1) en premier lieu, et en second lieu la contribution du commerce international dans la croissance économique (section 2).

Section 1 : Théorie du commerce international

Le commerce international fournit aux différents pays des biens non disponibles sur leur territoire national ou disponible à moindre coût. Il leur permet aussi de disposer une plus grande variété de biens. Cette section vise à expliquer la composition et les volumes des échanges à travers les théories du commerce international qui ont été développées par les économistes depuis le 18^{ème} siècle. Trois concepts seront considérés la théorie classique du commerce international, les nouvelles théories du commerce international et la relation entre le commerce et la croissance économique.

1-1 Commerce international comme résultat de la division du travail et de la spécialisation

Pour les classiques, l'accès à des biens variés et au moindre coût constituent la principale source de bien-être de la population. La division internationale du travail (DIT) et la liberté de commercer constituent les moyens pour atteindre cet objectif. La DIT et les spécialisations se déterminent en fonction des avantages comparatifs de chaque pays. La spécialisation dans la production de bien pour lequel le pays dispose d'un avantage comparatif permet à chaque pays d'accroître sa capacité productive et dégager un surplus exportable. Par conséquent, le pays peut importer les biens qu'il ne produit pas. La DIT accroît la production globale et entraîne des gains répartis entre l'ensemble des participants à l'échange.

1-1-1 Les différences techniques de production :

Smith (1776) montre que chaque pays a intérêt à importer un bien dès lors qu'il est moins coûteux que le même bien produit sur le territoire national. De ce fait, chaque pays doit se spécialiser dans la production de bien pour lequel il dispose d'un avantage absolu. En d'autres termes, un pays a intérêt à se spécialiser dans la production qu'il est capable de produire à moindre coût que ses partenaires.

L'analyse de Smith se heurte à des contraintes puisque le pays doit détenir un avantage absolu pour participer aux échanges internationaux. Ainsi, un pays doit être plus efficace que ses partenaires dans la production d'un bien. Si tel n'est pas le cas, ce pays n'a pas intérêt à participer à l'échange. Il doit mettre en place une politique de protection.

Dans la théorie de Smith, une spécialisation absolue limite les échanges dans le cas où les pays développés monopoliseraient la production de marchandises en raison d'un coût de production faible et d'autre verraient leur activité réduire.

Ricardo (1817) démontre qu'un pays peut gagner à l'échange même s'il ne dispose pas d'un avantage absolu. En effet, pour Ricardo, la spécialisation et l'ouverture aux échanges sont source de croissance.

➤ Les hypothèses :

Le raisonnement de Ricardo repose sur un certain nombre d'hypothèses :

Il existe un seul facteur de production : le travail. Le capital est assimilé à un travail indirect. Sa valeur est mesurée par la quantité de travail nécessaire pour produire le bien.

Il existe une parfaite mobilité des facteurs de production à l'intérieur d'un pays. La main-d'œuvre circule librement entre les secteurs (pas de problème de qualification, de reconversion, etc.)

Il existe un plein emploi des facteurs de production dans chaque pays. Il n'y a pas de chômage.

Les facteurs de production sont immobiles entre chaque pays. La population ne fait pas d'immigration et les firmes multinationales ne délocalisent pas.

Les pays sont identiques. Ils ont des techniques de production différentes (Krugman, 2009).

➤ Les déterminants de la spécialisation :

Soit deux pays : l'Angleterre et le Portugal. Ils produisent deux biens : le drap et le vin. Les coûts de production sont déterminés par la quantité de facteur de production nécessaire pour produire le bien.

La valeur d'une marchandise se mesure par la quantité de travail qu'elle contient. Ainsi, les deux biens s'échangent en proportion de la quantité de travail que requière leur production.

Le Portugal dispose d'un avantage absolu pour la production du drap et du vin. D'après la théorie de Smith, l'Angleterre peut gagner à importer les deux biens en Portugal puisqu'ils sont fabriqués à un coût inférieur. Cependant, importer ces biens en Portugal entraîne en Angleterre des coûts très élevés comme la fermeture des usines, l'augmentation du chômage, etc.

Selon Ricardo, même sans avantage absolu, l'Angleterre devrait se spécialiser et participer aux échanges. Par conséquent, sa spécialisation repose sur un avantage relatif et non plus sur un avantage absolu.

➤ Le principe des avantages comparatifs :

Chaque pays tire un gain à l'échange en exportant les biens pour lesquels il dispose du plus grand avantage comparatif en termes de coût de production et importer les biens pour lesquels ils disposent d'un avantage comparatif le plus faible.

➤ Exemple numérique :

Soit deux pays, les Etats-Unis et le Japon. Ils produisent deux biens : l'ordinateur et le blé. Le tableau 1 montre le nombre d'heures de travail nécessaire aux Etats-Unis et au Japon pour produire un ordinateur et une tonne de blé.

Tableau 1 : Coût du travail pour produire des ordinateurs et du blé

Nombre d'heures de travail pour fabriquer :	Etats-Unis	Japon
Un ordinateur	100	120
Une tonne de blé	5	8

Source : Stiglitz, 2007

Les Etats-Unis sont efficaces pour produire les ordinateurs et le blé parce qu'ils consacrent moins d'heures de travail par rapport au Japon. L'industrie informatique américaine est la plus performante au monde cependant les Etats-Unis importent des ordinateurs en Japon. Cette situation s'explique par le coût relatif (en nombre d'heure de travail) plus faible en Japon qu'aux Etats-Unis pour fabriquer un ordinateur par rapport à la production d'une tonne de blé.

Le Japon consacre 15 ($120/8=$) fois plus d'heures pour fabriquer un ordinateur que pour produire une tonne de blé. Il faut 20 ($100/5=$) fois plus d'heures pour produire un ordinateur aux Etats-Unis qu'il n'en faut pour produire une tonne de blé. Ainsi, le Japon possède un désavantage absolu dans la fabrication des ordinateurs, il détient cependant un avantage comparatif pour les ordinateurs (Stiglitz, 2007).

Selon le théorème des coûts comparatifs (Ricardo, 1817), le Japon a intérêt à se spécialiser dans la production des ordinateurs et les exporter. A l'inverse, le Japon doit importer le blé aux Etats-Unis parce qu'ils en tireront un gain net.

➤ Les bienfaits du libre échange

Le commerce international n'est pas un jeu à somme nul. L'instauration du libre échange permet d'améliorer la situation de chaque participant à l'échange.

La spécialisation permet une hausse de la production mondiale. Par exemple, en situation d'autarcie, 390 hommes par an permettaient d'obtenir 2 unités de drap et 2 unités de vin. Sur la base du principe des avantages comparatifs, l'Angleterre se spécialisera dans la production de drap, les travailleurs dans le secteur viticole seront affectés dans le drap (220 homes par an). La productivité du drap étant $1/100$ en Angleterre (100 hommes par an en pour fabriquer une unité de drap). La production sera 2,2 unités de drap ($220 \times 1/100$) après spécialisation.

Le Portugal se spécialisera dans le vin, les travailleurs dans le drap seront affectés dans le vin (170 hommes par an). Pour un même volume de travail qu'en situation d'autarcie, la productivité du vin étant de $1/80$, la production de vin sera de 2,125 unités ($170 \times 1/80$). La spécialisation internationale permet une hausse de la production mondiale et du bien-être des participants à l'échange. La possibilité d'obtenir une plus grande variété de biens à des coûts plus bas ne peut que réjouir les consommateurs de tous les pays participants aux échanges (Ricardo, 1817).

La spécialisation permet une économie de facteurs de production qui pourront être consacrés à l'accroissement général des richesses. Avant la spécialisation, la production de 2 unités de vin et 2 unités de drap nécessitent 390 hommes. Après spécialisation, le Portugal produira 2 unités de vin avec 160 hommes par an (80 pour fabriquer une unité de vin). L'Angleterre produit 2 unités de drap avec 200 hommes par an (100 pour fabriquer une unité de drap). 360 hommes sont utilisés par an pour produire la même quantité de biens qu'en situation d'autarcie.

La spécialisation permet d'économiser le facteur travail (30 hommes-années dans l'exemple de Ricardo). La division internationale du travail permet donc une allocation optimale des ressources rares.

1-1-2 Dotation en facteur de production :

Hecksher, Ohlin et Samuelson (HOS) expliquent les échanges par l'abondance ou la rareté des facteurs de production. Vis-à-vis des intensités factorielles de chaque pays, ceux qui sont mieux dotés dans un facteur seront avantagés dans la production d'un bien utilisant ce facteur parce que le coût de ce facteur sera plus faible.

➤ Les hypothèses du modèle :

Il existe deux économies : le domestique et le reste du monde.

Elles produisent deux biens : un bien industriel I et un bien agricole A.

Il existe deux facteurs de production : le travail et le capital. Les deux facteurs de production caractérisent l'originalité du modèle HOS et permet de traiter les questions relatives à l'impact du commerce international sur la répartition du revenu.

➤ Les techniques de production :

Les techniques de production sont à rendements constants d'échelle, condition nécessaire à l'existence d'une concurrence pure et parfaite sur les marchés des biens.

Les pays utilisent deux facteurs de production pour produire chaque bien. Le coût moyen de production de chaque bien correspond à la somme des coûts moyens du capital et du travail.

La technique de production de chacun des biens est la même dans les deux pays. Contrairement au modèle de Ricardo, le modèle HOS suppose une parfaite diffusion internationale des techniques de production et de savoir faire.

Les deux pays détiennent la même technologie de production cependant ils sont différents dans leur ressource. Le reste du monde est mieux doté en travail que de capital. L'économie domestique, par contre, dispose le capital en abondance par rapport au travail.

Cette notion de rareté est relative puisque l'abondance en capital ne signifie pas que l'économie nationale dispose en absolu de capital que l'étranger.

Le rapport capital/travail est plus élevé pour le domestique. Dans les deux régions, l'industrie est intensive en capital et l'agriculture est intensive en travail.

➤ Les caractéristiques des marchés :

Les marchés des facteurs et des biens sont en concurrence pure et parfaite. Le salaire et la rémunération du capital sont les mêmes dans les deux secteurs en raison de la mobilité des facteurs de production sur le plan national.

Les détenteurs de capital et les travailleurs sont libres de louer leurs moyens financiers et techniques et leur force de travail aux industriels comme aux agriculteurs nationaux et la flexibilité des rémunérations garantit le plein-emploi des facteurs dans l'économie. Les prix de vente des biens couvrent juste leurs coûts de production. Chaque branche est à l'équilibre concurrentiel de longue période (absence de surprofit).

➤ Le passage de l'autarcie au libre-échange :

Les deux pays décident d'échanger. L'apparition d'un commerce international va entraîner des modifications des prix et favoriser la spécialisation de chacun. Le principe général est toujours celui présenté dans le modèle standard des échanges : l'avantage comparatif d'un pays dans un produit donné est un avantage relatif de coût moyen de production. Dans le modèle ricardien, cet avantage tire sa source des écarts relatifs de productivité. Dans le modèle HOS, il provient des écarts relatifs des dotations en facteurs.

En autarcie, l'économie locale dispose d'un avantage comparatif dans la production de bien I, et le reste du monde, d'un avantage dans la production de A. En effet, comme les techniques de production sont identiques, les avantages comparatifs sont déterminés uniquement par les dotations factorielles relatives de chaque pays. Comme le pays domestique est relativement bien doté en capital alors que l'étranger l'est en travail. Le premier dispose nécessairement de capitaux meilleurs marché et le second, d'un coût plus bas de la main-d'œuvre.

Le secteur national qui utilise intensément le facteur localement le plus abondant a un avantage relatif de coût moyen sur son concurrent. Il peut vendre son produit à un prix inférieur. A l'ouverture aux échanges, chaque région gagne à exporter le bien intensif dans le facteur localement le plus abondant et à importer le bien intensif dans le facteur rare. Ce résultat est connu sous le nom de théorème de HOS.

Le modèle HOS engendre une spécialisation incomplète puisque la région continue de produire en quantités plus faibles les biens importés. Ce résultat varie en fonction des caractéristiques des économies (valeur des paramètres, dotations factorielles), cependant il reste vrai dans la grande majorité des cas à condition que les rapports K/L des régions ne soient pas très différents.

➤ La dynamique des avantages comparatifs :

Les avantages comparatifs évoluent à des rythmes différents selon l'augmentation des facteurs de production dans chaque pays. Le théorème de Rybzynski (1955) explique cette dynamique des avantages comparatifs : la croissance d'un facteur de production, à prix constant, entraîne une croissance absolue de la production des biens intensifs d'un facteur et une réduction absolue de la production des biens intensifs de l'autre facteur. Par exemple, le nombre de la population active augmente en Inde. Dans ce cas, le capital devient rare. Si le nombre des travailleurs n'augmente pas chez ses partenaires commerciaux, ces pays seront concurrencés dans la production de biens intensifs en travail. Ainsi, ces pays devront abandonner les activités industrielles intensives en travail (Colombani, 2002).

Les différences en technique de production et en dotation en facteur de production déterminent la spécialisation à l'échange pour chaque pays. La spécialisation permet une allocation efficace des ressources et une augmentation de la production mondiale. Toutefois, d'autres facteurs peuvent déterminer la spécialisation au commerce.

1-2 Les nouvelles théories du commerce international :

Les différences de techniques de production et les dotations en facteur de production ne sont pas les seuls déterminants du commerce international. Les décisions des agents économiques jouent aussi un rôle important dans les échanges. La nouvelle théorie du commerce international montre que la différenciation de produits, les rendements croissants et l'innovation influent sur les échanges.

1-2-1 Les rendements d'échelle :

En l'absence de différence de dotation en facteur ou de technique de production, les rendements d'échelles croissants constituent une raison pour échanger. Dans cette situation, la taille de la production nationale compte puisque les gains de part de marché à l'ouverture renforcent les différences de coût.

Il y a économie d'échelle lorsqu'une augmentation de l'ensemble des facteurs de production (capital et travail) entraîne une hausse plus que proportionnelle de la production.

Par exemple, une croissance de 10% entraîne une augmentation plus de 10% de la production. Ainsi, en présence d'économies d'échelle, les gains à l'échange ne sont pas garantis.

Il existe deux types d'économies d'échelle : les économies d'échelle externe et les économies d'échelle interne.

➤ Les économies d'échelle externe :

Par exemple, les entreprises produisent des vêtements. La vente de ces vêtements dépend fortement des campagnes de publicité sur le marché ou repose sur l'utilisation d'un réseau informatique performant. La production a besoin d'un bien intermédiaire qui est facilité par la taille de la branche. La production de chaque entreprise dépend alors de la taille de la branche. Dans ce cas, il existe des économies d'échelle externes.

➤ Les économies d'échelle internes :

Les économies d'échelle internes dépendent des quantités de facteurs utilisés par les firmes. Plus une firme produit, plus le coût de production (coût moyen) diminue (Krugman, 2009).

Les économies d'échelle internes sont incompatibles avec la concurrence pure et parfaite. En effet, en concurrence pure et parfaite les entreprises ne peuvent pas influencer le prix. Les entreprises déterminent le prix à partir du coût marginal. Le profit est : $\pi = RT - CT = PQ - CT$. En présence d'économies d'échelle, la fixation du prix au coût marginal entraîne un profit négatif. Les économies d'échelle impliquent que $CM = CT/Q > Cm = dCT/dQ$, alors $\pi = RT - Q \cdot CM < RT - Q \cdot Cm = RT - Q \cdot p = 0$.

Avec CT = coût total ; RT = recette totale ; P = prix ; Cm = coût marginal ; Q = quantité ; π = profit

Ainsi, une firme connaissant des économies d'échelle ne peut pas être en concurrence pure et parfaite. Dès lors, il existe différentes structures de marchés comme oligopole, concurrence imparfaite.

➤ Economies d'échelle et possibilité de perte à l'échange :

Soient deux pays, la France et l'Allemagne. Ils sont identiques en termes de taille, de technologie et de goût. En autarcie, ils produisent du butane et des pommes. La production de butane est réalisée comme l'indique le tableau 2. La première unité de butane nécessite 4 unités de travailleurs tandis que les unités suivantes n'ont besoin qu'une unité supplémentaire seulement.

La production de pommes est réalisée avec des rendements d'échelle constants c'est-à-dire qu'une unité de travail produit une unité de pomme dans chaque pays. L'Allemagne et la France possèdent 10 unités de travail.

En autarcie, chaque pays répartit les travailleurs également entre les deux activités. La France emploie 5 travailleurs pour produire 2 unités de butane et 5 travailleurs pour produire 5 unités de pommes. L'Allemagne fabrique également 2 unités de butane et 5 unités de pommes.

A l'ouverture aux échanges, supposons que la France se spécialise complètement dans la production de pomme et l'Allemagne dans le butane. L'Allemagne produit 7 unités de butane et la France 10 unités de pommes. Si la France exporte 5 unités de pommes et importe 3,5 unités de butane. Alors les deux pays peuvent consommer autant de pomme qu'en autarcie mais plus de butane. Ils ont intérêt à échanger 1 unité de pomme contre 1,4 unité de butane.

En libre échange, supposons que l'Allemagne se spécialise toujours complètement dans la production de butane. La France produit les deux biens cependant la production de butane est moindre (2 unités). Alors, le butane devient plus cher en libre échange qu'en autarcie : une unité de butane équivaut à 4 pommes contre 2,5 en autarcie. La France perd alors aux échanges dans la mesure où elle produit moins de butane même s'il coûte plus cher. L'Allemagne capte tous les gains à l'échange. Ainsi, en présence d'économies d'échelle, il se peut que le libre échange détériore le bien-être d'un pays relativement à l'autarcie (Krugman, 2009).

Tableau 2 : Technologie de production de butane dans chaque pays

Unités de butane produites	Quantité de travail utilisée
1	4
2	5
3	6
4	7
5	8
6	9
7	10

Si les deux pays sont de taille différente alors l'échange peut entraîner une diminution de bien-être pour le grand pays s'il se spécialise dans la production de bien sans rendements croissants. Ainsi, il n'existe pas nécessairement un avantage à disposer d'une grande taille (Krugman, 2009).

1-2-2 La différenciation des produits :

Pour la théorie traditionnelle du commerce international, les produits échangés sont homogènes. Dans les années 1980, la nouvelle théorie du commerce international introduit la différenciation des produits dans leur analyse. Ainsi, trois modèles prennent en compte la différenciation des produits :

- La demande de variété de Krugman (1979) ;
- La recherche de variété idéale de Lancaster (1979) ;
- La demande différenciée selon les écarts de revenus de Shaked et Sutton (1982)

Il existe deux types de différenciation : d'une part, la différenciation horizontale repose sur les caractéristiques subjectives du produit (pull rouge ou bleu), et d'autre part, la différenciation verticale concerne la qualité du produit (par exemple, automobile de forte et moyenne cylindrée). Les deux premières analyses intègrent la différenciation horizontale tandis que la troisième analyse porte sur la différenciation verticale.

➤ La demande de variété de Krugman (1979) :

Le modèle de Krugman repose sur les hypothèses suivantes :

Toutes les variétés sont symétriques. Les consommateurs leur accordent la même préférence et leur production entraîne les mêmes coûts. Les firmes différencient leur produit afin d'être en monopole sur la production de leur variété.

Ce monopole protège chaque firme partiellement de la concurrence.

Chaque firme considère les prix des autres entreprises comme donnés. L'impact de chaque firme sur le marché est négligeable. Chaque firme se comporte comme si elle était en situation de monopole en dépit du grand nombre de firmes concurrentes présentes sur le marché.

Le commerce international est analysé dans un contexte de concurrence monopolistique. Les consommateurs ont un goût pour la variété. Krugman (1979) reprend l'analyse de Chamberlin (1933) et utilise la fonction d'utilité proposée par Dixit et Stiglitz (1977).

Les hypothèses du modèle :

La satisfaction des consommateurs est d'autant plus grande qu'ils consomment un nombre croissant de variétés de biens différenciés horizontalement (Krugman, 1979).

Soit un secteur composé d'un grand nombre d'entreprise proposant leur propre variété de bien. La demande perçue par une entreprise varie en fonction du nombre de consommateur qui achète son produit. Les consommateurs choisissent entre les différentes variétés disponibles.

La demande adressée à une firme augmente lorsque les prix du concurrent sont relativement plus élevés. Par contre, plus le nombre de firmes installées sur le marché est important, plus la demande perçue par chaque firme est faible.

La fonction demande adressée à une firme s'écrit :

$$1.1 \quad Q = S \cdot \left(\frac{1}{n} - b(P - p) \right)$$

Avec Q : les ventes de l'entreprise, S : les ventes totales dans le secteur, n : le nombre de firmes du secteur, b : un terme constant indiquant la réponse des ventes au prix, P : le prix fixé par l'entreprise et p : le prix moyen fixé par ses concurrentes.

D'après cette équation, si toutes les entreprises fixent le même prix, chacune aura la même part de marché que ses concurrentes, soit $1/n$. Lorsqu'une entreprise impose un prix plus faible que le prix moyen de ses concurrentes, elle gagnera des parts de marchés et inversement, si elle fixe des prix élevés, elle perdra des parts de marché.

Par simplification, le modèle suppose que les ventes totales du secteur S ne sont pas influencées par le prix moyen p fixé par les entreprises. Dès lors, les entreprises ne peuvent attirer de nouveaux clients qu'aux dépens des autres entreprises (Krugman, 1979).

L'équilibre du marché en autarcie :

Toutes les firmes sont symétriques. Elles sont toutes soumises aux mêmes fonctions de demande de coût.

Les fonctions de coût total et de coût moyen sont données par les équations suivantes :

$$1.2 \quad C = F + c \cdot Q$$

Avec F : coût fixe, indépendant de la quantité produite, c : le coût marginal et Q : la quantité produite par l'entreprise. Dans cette fonction, le coût fixe est source d'économies d'échelle c'est-à-dire que plus la quantité produite est importante, plus le coût fixe par unité produite est faible. Ainsi, le coût moyen de la firme s'exprime :

$$1.3 \quad CM = \frac{C}{Q} = \frac{F}{Q} + c$$

Le nombre de firmes et le coût moyen :

Les entreprises symétriques adoptent le même comportement et choisissent le même prix. Dans l'équation 1.1, si $P = p$, alors $Q = S/n$, la production de chaque entreprise est égale à Q et représente une fraction égale à $1/n$ de la production totale S du secteur.

En outre, en présence d'économies d'échelle, le coût moyen d'une firme est d'autant plus élevé que sa production est limitée.

En portant dans l'équation 1.3 :

$$1.4 \quad CM = \frac{F}{Q} + c = n \cdot \frac{F}{S} + c$$

Pour une taille de marché S donnée, une augmentation du nombre de firmes sur le marché réduit la production de chacune et accroît le coût moyen.

Le nombre de firmes et le prix :

Le prix choisi par la firme représentative du secteur dépend également du nombre total d'entreprises (Krugman, 1979). Plus le nombre de firmes augmente, plus la concurrence est forte. Par conséquent, le prix pratiqué par chacune diminue. Les entreprises sont assez nombreuses pour que chacune considère la taille du marché et les prix de ses concurrentes comme donnés. L'équation 1.1 prend la forme suivante :

$$1.5 \quad Q = \left(S \cdot \frac{1}{n} + S \cdot b \cdot p \right) - S \cdot b \cdot P$$

Dans le cas où chaque firme considère p , S et n comme des données exogènes alors l'équation 1.5 prend la forme d'une fonction de demande linéaire. L'équation de revenu marginal pour une entreprise représentative du secteur est :

$$1.6 \quad R_m = P - \left(\frac{Q}{S \cdot b} \right)$$

Chaque firme cherche à maximiser son profit. Elle égalise son revenu marginal à son coût marginal

$$R_m = P - \left(\frac{Q}{S \cdot b} \right) = c$$

$$1.7 \quad P = c + \left(\frac{Q}{S \cdot b} \right)$$

L'équation 1.7 détermine le prix fixé par la firme représentative. Puisque toutes les entreprises choisissent le même prix, chacune vend une quantité $Q = S/n$. En introduisant cette quantité dans l'équation 1.7, il y a une relation entre le nombre d'entreprise et le prix d'une variété quelconque :

$$1.8 \quad P = c + \left(\frac{1}{b \cdot n} \right)$$

L'augmentation du nombre de firmes dans le secteur accroît la concurrence. Par conséquent, les firmes sont incitées à diminuer le prix.

Le commerce international en concurrence monopolistique :

L'ouverture au libre-échange conduit à la formation d'un marché mondial plus vaste que le marché intérieur. Les pays parviennent à desserrer les contraintes de taille de marché pesant sur les secteurs qui connaissent des économies d'échelle.

Pour chaque entreprise, l'ouverture aux échanges se traduit par l'augmentation de la taille du marché permettant d'exploiter plus largement les économies d'échelle. Pour les consommateurs, ce grand marché offre un plus grand choix de variété pour chaque bien.

Le commerce international est source de gains mutuels même si les pays ne diffèrent pas les uns des autres en termes de ressources et de technologies.

Le coût moyen de chaque producteur augmente avec le nombre de firmes dans le secteur. Une augmentation des ventes totales S diminue le coût moyen. En effet, lorsque la taille du marché augmente, les ventes de chaque firme croissent et leur coût moyen diminue.

Sur un marché plus vaste, les firmes déjà en place dégagent des profits. Ces profits attirent de nouveaux concurrents et le nombre d'entreprise augmente. L'augmentation de la demande perçue par chaque firme permet à chacun d'augmenter son échelle de production et diminue son coût. Ainsi, les firmes sont plus productives ce qui permet de baisser les prix. Les consommateurs préfèrent alors participer à un grand marché plutôt qu'à un petit.

Sur le grand marché, chaque firme peut augmenter sa production et réaliser un gain d'exploitation d'économies d'échelle puisque le coût moyen diminue. Si le nombre de firmes actives sur le marché mondial est supérieur au nombre existant dans chaque pays avant l'ouverture, le nombre de firmes actives dans chaque pays diminue avec l'ouverture à l'échange : effet de rationalisation. Il existe un gain de variété pour les consommateurs des deux pays qui disposent désormais d'un plus grand nombre de variétés (Krugman, 1979).

La satisfaction en libre échange est supérieure à celle de l'autarcie. Ainsi, deux pays ayant les mêmes dotations factorielles, utilisant les mêmes technologies à rendements d'échelle croissant pour produire des biens différenciés seront conduits à échanger. L'échange de différenciation résulte de la préférence des consommateurs des deux pays pour la variété. Il apporte un gain à chaque individu qui préfère consommer plus de bien et réduire le volume consommé de chacun d'entre eux (Krugman, 1979).

➤ La recherche de la variété idéale :

Pour Lancaster (1979), chaque produit est défini par un ensemble de caractéristiques demandées par le consommateur, par exemple pour une automobile : vitesse, consommation de carburant, confort, etc. Chaque consommateur a son produit idéal. Une seule firme produit chaque variété avec des rendements croissants.

A long terme, lorsque le profit est nul pour toutes les firmes, tous les biens sont produits au même prix, dans les mêmes quantités. Le marché offre un nombre fini de variétés plus ou moins proches de la variété idéale.

La présence d'économies d'échelle limite le nombre de variétés disponibles sur le marché puisqu'il est trop coûteux de produire pour chaque consommateur un bien sur mesure.

La production doit être réalisée en quantité suffisante pour bénéficier de la baisse des coûts moyens ce qui limite le nombre de variétés disponibles.

Les consommateurs se contentent de la variété la plus proche de leur variété idéale. Les consommateurs sont satisfaits lorsque la distance (caractéristiques du produit) entre la variété idéale et la variété consommée est faible.

L'ouverture aux échanges accroît le nombre de variétés. En effet, l'augmentation la taille de marché entraîne un accroissement de variétés produites dans l'ensemble formé par les deux pays que chacun en autarcie.

Dans le cas où l'ouverture permet simplement d'ajouter les variétés produites dans chaque pays. Les consommateurs de l'économie nationale ont alors accès aux variétés du pays étranger et réciproquement. Chaque consommateur a accès à un plus grand nombre de variété et a plus de possibilité de trouver une variété plus proche de sa variété idéale.

➤ La différenciation verticale :

Pour la différenciation verticale, les entreprises doivent choisir la qualité des variétés qu'elles proposent. Il s'agit d'un modèle de concurrence spatiale comme le modèle de Lancaster. Toutefois, la notion de distance concerne les revenus et non pas les produits différenciés.

Par hypothèse, les ménages avec des revenus élevés achètent les produits de plus haute qualité. La répartition des revenus du ménage influe sur le nombre de variétés. Le degré de similitude entre deux pays est apprécié en comparant la dispersion de revenus.

Soit deux pays A et B produisent V_A et V_B variétés différentes en autarcie. Le nombre V de variétés finalement produites à l'ouverture des échanges peut diminuer.

Si les pays ont la même distribution de revenu, le libre échange ne modifie pas le nombre de variétés produites alors $V = V_A = V_B$.

Le nombre de variété ne dépend pas de la taille du marché. Lorsque la répartition de revenu est différente dans les deux pays alors l'éventail des revenus des deux pays regroupés doit être pris en compte. Son élargissement permet d'augmenter le nombre de variétés produites dans chaque pays ($V > V_A$ et $V > V_B$). Toutes les variétés produites dans le monde en autarcie ne peuvent pas être conservées. Contrairement à la différenciation horizontale, il se peut que le consommateur ne trouve pas sa variété idéale. Si le nombre de variétés augmente sur chaque marché national, seul l'accroissement de la concurrence permet de baisser les prix.

Par rapport aux deux modèles précédents, trois résultats peuvent être tirés :

L'échange ne garantit pas la disponibilité de toutes les variétés proposées auparavant ; même en l'absence d'économies d'échelle, le nombre de variétés est limité ; l'accroissement du marché n'entraîne pas nécessairement l'augmentation du nombre de firme.

Grâce à l'échange, les consommateurs bénéficient de l'amélioration de la qualité moyenne des produits, par l'expulsion des produits de plus basse qualité, ensuite par l'amélioration des variétés survivantes ; la diminution des prix grâce à la concurrence supplémentaire sur les marchés nationaux (Shaked et Sutton, 1982).

1-2-3 L'innovation, la recherche et développement

Un pays ne peut devenir exportateur de produits manufacturés que dans la mesure où ses entreprises créent de nouveaux produits. L'innovation des entreprises confère un avantage technologique et une position de monopole dans les exportations pour les produits du secteur. Elle permet aux pays à dotation factorielle similaire de développer un commerce d'écart technologique sectoriel (Colombani, 2002). L'importance technologique dépend du retard dans l'imitation du pays partenaire.

L'imitation par le pays partenaire peut se décomposer en deux étapes :

- Dans un premier temps, les agents économiques étrangers doivent exprimer une demande sur ces nouveaux produits pour que le commerce d'écart technologique ait lieu.
- En second temps, le commerce disparaît lorsque les entreprises étrangères imitent les entreprises innovatrices et fabriquent eux même ce bien. Cette imitation requiert une certaine durée. Le temps d'imitation varie selon les pays parce qu'il dépend des économies d'échelle, des tarifs douaniers, des coûts de transport, du revenu et de la taille du marché étranger. Les flux d'échanges continuent tant que le délai d'imitation dépasse celui de la demande.

Lorsque la nouvelle technologie est maîtrisée par l'étranger, une concurrence potentielle existe et le monopole arrive à son terme.

L'entreprise cherche à délocaliser son centre de production. Cependant, l'échange peut se poursuivre si l'entreprise innovatrice conserve un avantage de coût issu des économies d'échelle nées d'un approvisionnement sur un vaste marché interne et externe.

Les innovations de produits se réalisent généralement dans les vastes et riches marchés, par exemple aux Etats-Unis (Vernon, 1966). Les produits suivent un cycle biologique. Au fur et à mesure que le marché mûrit, leur fabrication est délaissée par les pays innovateurs. La concurrence se porte à nouveau sur les coûts de production et la délocalisation vers d'autres zones de productions. Ainsi, la situation de chaque pays sur le cycle de vie des produits est corrélée avec ses performances économiques en termes de productivité et de taux croissance économique (Feenstra et Rose, 2000).

L'exploitation des économies d'échelle permet aux entreprises de diminuer leur coût de production et offrir un prix plus bas au consommateur. Les produits différenciés offrent au consommateur et aux entreprises des biens adaptés à leurs besoins et améliorent la qualité des produits.

1-3 Economies d'échelle, spécialisation et croissance économique :

Le modèle HOS montre que l'échange est à l'origine des gains statiques. La spécialisation de chaque pays permet un accroissement du revenu. Par contre Verdier (2004) stipule que la libéralisation multilatérale peut avoir des impacts négatifs puis que les plus grands ont une influence sur la détermination du prix au niveau mondial.

La nouvelle théorie du commerce international met en évidence que le commerce international ne profite pas nécessairement à tous les pays participants à l'échange. En présence de rendements croissants, un pays efficient peut ne pas pouvoir entrer sur le marché en raison de la présence d'une autre firme disposant d'une rente de situation sur ce produit (Krugman et Obstfeld, 2009).

Les théories de la croissance endogène (Romer, 1986 ; Helpman et Grossman, 1991) affirment l'existence de gains dynamiques (avec un impact sur la croissance du revenu et non plus sur son niveau), liés plus particulièrement aux économies d'échelle (hypothèse de rendements croissants) et à la diffusion du progrès technique favorisée par le commerce (Fontagné et Guérin, 1997). Cependant, ces gains ne sont pas garantis parce que l'ouverture peut pousser les pays vers une spécialisation dans les secteurs peu dynamiques qui a un impact négatif sur la croissance économique (Rodriguez et Rodrik, 2000).

Par exemple, les PED spécialisés dans l'exportation de matières premières avec une demande peu porteuse sur le marché mondial illustre cette affirmation. De plus, la théorie de la baisse tendancielle des termes de l'échange pour les matières premières mis en avant par Perbush (1950) induit une moindre croissance pour les pays exportateurs de ces produits.

Les pays sont poussés à échanger parce qu'ils sont différents. Cette différenciation incite les pays à se spécialiser pour bénéficier de l'échange. Cependant, la spécialisation dans les secteurs peu dynamique comme les matières premières peuvent avoir des impacts négatifs sur la croissance économique. Le commerce international contribue à la croissance par différentes voix que nous examinons dans la section 2.

Section 2 : Commerce international : un moteur de la croissance économique

Le libre échange et l'ouverture des marchés de capitaux constituent un des facteurs de la réussite économique et de la réduction de la pauvreté.

Plusieurs facteurs comme les gains de productivités et les capacités productives déterminent la relation entre commerce, croissance et pauvreté. La structure des échanges et le niveau de développement ainsi que la structure de la production ont aussi une influence sur cette relation. L'accès aux marchés constitue aussi un moyen de réduire la pauvreté. Nous étudions ces facteurs afin de déterminer le rôle du commerce dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

2-1 Commerce et renforcement des capacités productives

Le développement des capacités productives inclut trois processus : l'accumulation de capital (physique, humain, organisationnel), la transformation structurelle et le progrès technique.

2-1-1 Accumulation de capital:

L'investissement dans l'acquisition de capital est un élément essentiel au renforcement de la capacité productive. L'accumulation de capital implique un investissement dans les outils de production matériels, dans la santé, dans les compétences humaines et aussi dans l'institution. Le développement humain est un pilier pour le développement des capacités productives. L'amélioration du niveau de qualification des travailleurs accroît la productivité du travail. La création d'une institution favorable (par exemple, régime de propriété foncier) et l'expansion de capital social et organisationnel qui sous-tend les activités économiques (création d'entreprise commerciale) constituent aussi un facteur important.

L'accumulation de capital accroît le revenu moyen par habitant et le niveau de vie puis qu'elle permet une pleine utilisation de la main d'œuvre et des ressources naturelles sous-utilisées.

La réduction de la pauvreté se conjugue avec la transformation structurelle de la production et de l'emploi. La mutation des activités du secteur agricole vers le secteur industriel et le service accroît la valeur ajoutée et permet l'apparition de nouveaux produits sur le marché.

Le niveau de développement des capacités productives comporte une contrainte sur les biens et services. De ce fait, il entrave à l'efficacité du pays à participer au commerce.

En outre, le commerce international joue un rôle essentiel en appuyant le développement efficace et la pleine utilisation des capacités. Ce processus agit à la fois sur les exportations et les importations et peut emprunter différentes voies.

La relation entre l'intégration au commerce et la croissance économique s'explique d'une part par l'ouverture de l'économie et l'ouverture à la concurrence sur le marché mondial et d'autre part par une efficacité renforcée sous l'effet de la concurrence et l'allocation efficace des ressources au niveau de l'entreprise. Par conséquent, l'augmentation des exportations permet d'utiliser pleinement les capacités productives.

L'accroissement de la demande extérieure permet d'utiliser la main-d'œuvre et les ressources naturelles sous-utilisées à cause de l'insuffisance de la demande intérieure.

Les PED sont caractérisés par une dépendance vis-à-vis des technologies étrangères notamment les biens d'équipement. Dès lors, le processus de développement est mis en péril si le financement des importations est insuffisant en raison de la faiblesse des recettes d'exportation. Ainsi les PED devraient dépasser cette contrainte par la stimulation de l'exportation (Hayashikawa, 2008).

Le rôle de l'intégration commerciale dans la croissance économique est déterminant dans la mesure où l'intégration génère des recettes d'exportation pour financer les importations. Les biens d'équipements importés sont nécessaires pour le démarrage des activités industrielles. Par ailleurs, les activités industrielles conduisent à un accroissement de l'efficacité, à des économies d'échelle proportionnelles à l'élargissement du marché, à des gains de productivité qui contribuent à la croissance. Le commerce permet une utilisation efficace des ressources du pays en autorisant l'importation de biens d'équipement. Aussi, il permet de mieux rentabiliser les investissements en réduisant les coûts de production par l'exploitation des économies d'échelle. L'exposition à la concurrence internationale peut avoir des effets dynamiques conduisant à une plus grande efficacité.

La relation entre commerce et l'accumulation de capital physique, humain, organisationnel a des effets sur la croissance. En effet, le développement efficace et l'utilisation efficiente des capacités productives entraîne que la population en âge de travailler trouve à s'employer plus pleinement et plus productivement (CNUCED, 2004).

2-1-2 Transformation structurelle

La transformation structurelle a aussi un rôle à jouer dans le renforcement des capacités productives.

Il est important de développer les activités industrielles au détriment de l'activité agricole parce que l'industrie génère une forte productivité et un accroissement du revenu.

Du côté de l'offre, l'industrie offre une aptitude aux économies d'échelle, à la spécialisation et à l'apprentissage. Au niveau de la demande, l'industrie a des conditions favorables en ce qui concerne le marché et le prix.

Les expériences réussies en matière de développement montre le lien étroite entre le taux de croissance de l'industrialisation et la productivité d'un côté, et de l'autre l'accélération de la croissance et le déplacement de la main-d'œuvre d'un secteur primaire moins productif vers un secteur secondaire plus productif.

En général, la transformation de la structure de l'activité économique traduit des forces sous-jacentes communes. Néanmoins, chaque pays présente une diversité sur la chronologie et la portée de cette transformation. En effet, les impacts du changement dépend de la composition des investissements c'est-à-dire machines, matériel, etc., de la dotation en ressources, du volume et du lieu.

Le commerce international influe aussi sur l'évolution de la structure économique à condition qu'il contribue à lever les contraintes intérieures tant du côté de l'offre que de la demande.

L'expérience des PED qui sont parvenus à faire reculer la pauvreté aux cours des trois dernières décennies montre que le renforcement de la capacité productive est important pour l'expansion du commerce.

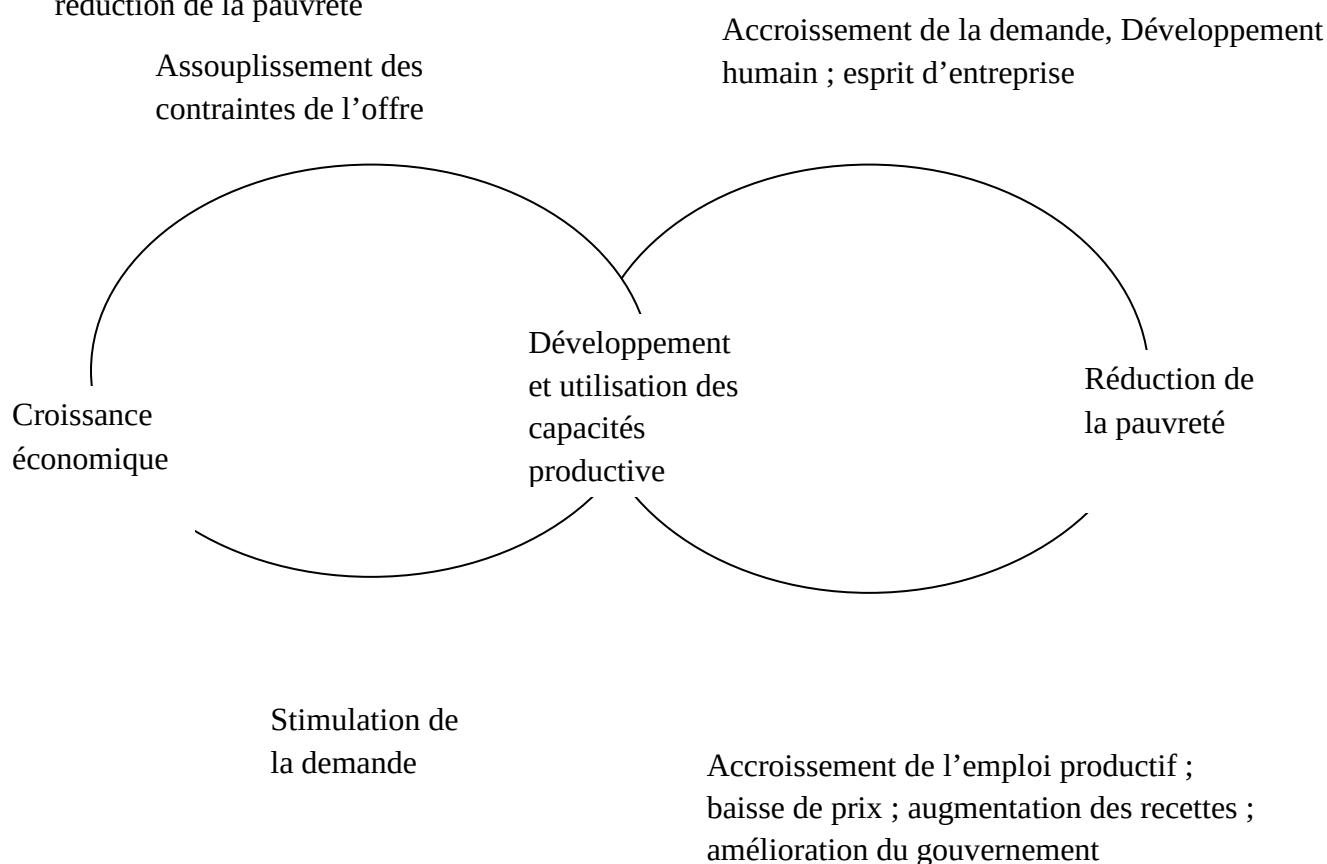
La figure 1 présente la relation entre les principaux liens entre la croissance économique, les capacités productives et la réduction de la pauvreté.

A gauche se trouve le cercle vertueux entre le développement des capacités productives et la croissance économique. Cette relation est favorisée par l'assouplissement des contraintes pesant sur l'offre et la stimulation de la demande.

La partie droite indique les interactions entre le développement des capacités productives et la réduction de la pauvreté par l'accroissement de l'emploi productif ; la baisse de prix ; l'augmentation des recettes de l'Etat et des services publics et l'amélioration du gouvernement.

En outre, le degré d'ouverture et la qualité des institutions influencent le renforcement de la capacité productive.

Figure 1 : Relation entre la croissance économique, la capacité productive et la réduction de la pauvreté



Source : CNUCED, 2006

2-2 Exportation et importation :

La composition (exportation et importation) des échanges influe sur la relation entre le commerce et le niveau des échanges et la pauvreté.

Au niveau des exportations, la dépendance vis-à-vis des produits primaires rend sensible à la dégradation des termes de l'échange qui grève la croissance des PED. Ainsi, il est nécessaire de subir une mutation de l'activité économique vers le secteur manufacturier.

L'exportation est source de devise pour financer les importations de biens intermédiaires et d'équipement incorporant des technologies modernes.

La concurrence incite les entreprises à accroître leur productivité. D'ailleurs Bigsen et al. (2004) ont démontré que le commerce peut améliorer la productivité grâce aux gains d'efficience issus de l'exportation.

Les consommateurs (y compris les pauvres) tirent partie de cette efficience des entreprises nationales à travers la baisse des prix. En outre, les exportations doivent augmenter au même rythme de la demande d'importation. Dans le cas contraire, le pays craint l'accumulation d'une dette extérieure insoutenable. Ce qui mettrait en péril la durabilité de la croissance économique (Mc Culloh et *al.*, 2001).

Au niveau des importations, la dépendance accrue vis-à-vis des importations de biens d'équipements permet d'assurer une croissance durable. Toutefois, le pays doit avoir les moyens nécessaires pour financer les importations en bénéficiant d'une croissance rapide des recettes d'exportations et d'une croissance des capacités à exporter.

Les pays à faible revenu, dépendant d'un nombre réduit de produits primaires à faible valeur ajoutée, sont caractérisés par le cercle vicieux de la stagnation économique et la pauvreté persistante. De plus, cette situation est renforcée par les relations commerciales et financières avec l'extérieur. Dans ce cas, le commerce fait partie du mécanisme international qui fait de la pauvreté un piège. Le prix insupportable associé à un système à la fois d'aide et de service de la dette empêche ces pays de connaître une croissance économique (CNUCED, 2002).

Une étude sur les PMA (Hayashikawa, 2008) concernant la tendance des exportations et la consommation privée moyenne par habitant permet de découvrir une relation entre le commerce et la pauvreté. Le commerce a un effet paupérisant lorsque la consommation moyenne par habitant baisse tandis que les exportations croissent. Le rapport sur les PMA en 2004 montre que l'effet paupérisant a été observé dans 18 sur 51 PMA. Ces pays ont connu une hausse de l'exportation durant la période 1990-2000.

Les pays avancés ont réussi à améliorer leurs exportations de produit, à diversifier les produits d'exportation dans les produits manufacturés. Par conséquent, ils ont bénéficié d'un taux élevé de croissance économique.

2-3 Niveau de développement, structure de l'emploi et de la production et accès au marché :

2-3-1 Niveau de développement, structure de la production et de l'emploi :

La relation entre commerce, croissance et réduction de la pauvreté varie en fonction de la structure de la production et de l'emploi. En effet, les différentes catégories de produits sont exposées à des degrés divers aux déplacements défavorables de l'équilibre entre l'offre et la demande sur les marchés mondiaux.

Dans nombreux PED, la majorité des pauvres travaillent dans l'agriculture et vivent en zone rurale. De ce fait, la relation entre le commerce et la réduction de la pauvreté réside dans l'agriculture. En effet, l'agriculture est un point clé dans les négociations internationales. Cependant, la réduction de la pauvreté ne dépend pas simplement de l'accroissement de la productivité et du développement de l'emploi dans l'agriculture. Les autres secteurs sont aussi importants. De plus, la réussite en matière de réduction de la pauvreté résulte du déplacement de l'activité professionnelle aux dépens de l'agriculture. Ainsi, l'accroissement de la productivité s'opère aussi bien dans le secteur agricole que dans les autres secteurs de l'économie pour produire un gain net d'activité générateur de revenu (emplois et revenu d'existence) au niveau de l'économie toute entière (Bahdhuri, 1993).

La relation entre commerce et croissance et réduction de la pauvreté dépend de la relation entre le commerce, l'aide, le problème de la dette et aux flux de capitaux privés. Par exemple, la participation des flux d'IDE dans la construction de chaîne de production mondiale peut avoir des effets différents des flux commerciaux résultant de l'activité d'entrepreneurs locaux dans la réduction de la pauvreté. De même, les importations fondées sur une aide conditionnelle peuvent avoir des effets différents des importations financées par les recettes d'exportations.

Dans les PED, la relation entre le commerce international et la finance internationale est représentée par la balance des paiements. Or, la balance des paiements des PED a tendance à brider la croissance. Dès lors, le commerce a un impact négatif sur la pauvreté.

2-3-2 Accès au marché

Le marché est un facteur déterminant sur la relation entre commerce et pauvreté. L'amélioration des conditions de vie des pauvres est due pour partie à l'amélioration de la performance des marchés et de l'accès au marché. Par exemple, à Madagascar, les ménages pauvres n'ont aucune possibilité de contact avec les rares marchés rudimentaires qui existent à cause du manque d'infrastructure (Hoekman et Olarreaga, 2007).

Dans les PED, plus de la moitié de la population et plus de trois quarts des pauvres vivent en zone rurale. L'agriculture est généralement à l'origine de 50% à 90% du revenu des ménages (Hayashikawa, 2008). Les hommes et les femmes pauvres habitants dans les zones les plus reculées sont particulièrement isolés des marchés.

Ils cultivent des céréales vivrières de base sur des petites parcelles non irriguées, en partie pour leur propre consommation. L'instauration de marchés agricoles pourrait alors améliorer les opportunités économiques des ménages pauvres (IFPRI, 2007).

Il est important de connecter les agriculteurs aux marchés pour qu'ils puissent vendre leurs récoltes. De plus, l'accès aux marchés permet d'accroître le revenu. Dès lors, ils peuvent se spécialiser dans les cultures pour lesquels ils ont un avantage comparatif, et importer les denrées qui ne sont pas rentables pour eux. Les plus démunies ont à produire pour leur propre consommation tandis que les agriculteurs bien intégrés aux marchés se spécialisant dans un plus petit nombre de culture peuvent vivre mieux.

Hertel et Winters (2005) stipulent que l'impact des variations des prix à la frontière sur les ménages dépend pour beaucoup de la mesure dans laquelle ces variations se répercutent sur les prix intérieurs. La stimulation de la productivité par une amélioration des services et de l'accès aux réseaux de commercialisation et de distribution aide les agriculteurs à augmenter leur production et ainsi à accroître leurs revenus.

Cette analyse met à l'évidence qu'une meilleure intégration au marché et un investissement dans les infrastructures rurales réduisent les coûts de transports et de l'énergie et par conséquent maximiser les avantages potentiels pour la réduction de la pauvreté.

Le succès de la mondialisation passe par l'intégration des économies locales, nationales et régionales et en particulier les agriculteurs ruraux aux marchés et à des chaînes de valeurs plus élaborées et plus compétitives.

Actuellement, les produits alimentaires et les autres produits agricoles se vendent sur le marché international, tout comme les produits manufacturés. De plus, l'expansion des marchés des produits agro-alimentaires créent de nouveaux débouchés pour les PED.

La participation aux chaînes de valeurs agro-alimentaires régionales ou mondiales offrent aux producteurs des PED une opportunité de participer à un plus grand marché. Ainsi, ils peuvent améliorer leur processus de production et relever la qualité et la valeur ajoutée de leurs produits.

Conclusion du chapitre 1 :

Le commerce international incite à la spécialisation, permet de parvenir à des économies surtout pour les pays qui ont des marchés intérieurs étroits. Il génère de la concurrence sur les marchés et obligeant aux entreprises d'améliorer la qualité de leur produit. Il en résulte une meilleure affectation des ressources et une amélioration de la productivité qui sont des facteurs essentiels au progrès économique.

Le commerce international renforce les capacités productives puisque les recettes d'exportation permettent de financer l'importation de biens d'équipements nécessaire à l'industrialisation. La participation aux échanges internationaux élargit le marché et permet d'écouler la production. Les coûts de transport et le manque d'infrastructure sont des facteurs limitatifs aux échanges et par conséquent empêche la croissance économique.

Dans la réalité, la relation entre commerce et croissance économique n'est pas automatique. Ainsi, le deuxième chapitre nous amène à répondre à la question suivante : dans quelle mesure le commerce international contribue à la croissance économique des PED ?

CHAPITRE II : COMMERCE INTERNATIONAL ET DEVELOPPEMENT : ECHEC DE L'AFRIQUE ET SUCCES DE LA CHINE

La Chine a fait de son intégration au commerce mondial un moteur puissant de la croissance nationale. Par contre, l'Afrique n'arrive pas à sortir de la pauvreté même après son ouverture aux échanges. Ce chapitre a pour objet d'étudier les impacts de l'ouverture au commerce sur la croissance économique de ces deux pays.

Le présent chapitre analyse les problèmes auxquels est confrontée la participation de l'Afrique au commerce internationale (section 1) et la section 2 examine la montée en puissance de la Chine dans le commerce mondial.

Section 1 : Commerce international et vulnérabilité de l'économie africaine

L'Afrique est confrontée à de nombreuses difficultés l'empêchant de développer son commerce. Elle fait partie des pays qui n'arrivent pas à avoir une croissance économique soutenue et éradiquer la pauvreté par le commerce international. Cette section présente ces nombreuses difficultés de l'Afrique à s'insérer dans le commerce international.

1-1 Commerce international et croissance économique en Afrique

Frankel et Romer (1995) démontrent qu'il existe une corrélation positive entre la croissance économique et les améliorations des potentiels de production à travers les modèles néoclassiques. Pourtant, la croissance économique en Afrique n'a pas amélioré la situation de certains pays du continent. Bhagwati (1995) explique cette situation par la croissance créatrice de misère. L'augmentation de production de produits de base peut doper la croissance économique. En outre, elle exerce en aval une pression sur les termes de l'échange. En effet, les exportateurs de produits primaires sont confrontés à la dégradation des termes de l'échange. Dès lors la prospérité recule au lieu de s'accroître. La croissance induite par l'augmentation des échanges (93% du PIB de l'Afrique en 2010 : Banque Mondiale, 2011) se traduit par une recule de la prospérité puisque le niveau de pauvreté, de chômage et de sous-emplois dans le secteur agricole de la plupart des pays africains reste toujours élevé.

L'Afrique a adopté des améliorations modernes comme les engrais, les pesticides, des variétés de semences améliorées et des systèmes d'irrigations permettant d'accroître la production et l'exportation.

Les produits alimentaires et animaux sur pieds, des boissons et du tabac, des matières brutes à l'exception du combustible, le combustible minéral, les huiles animales et végétales et les matières grasses ont fait l'objet de ces améliorations.

Sur les marchés mondiaux, l'offre sur ces produits sont plus élevée que la demande ce qui peut déprimer les cours des produits de bases. Par conséquent les revenus des paysans seront moins importants qu'ils ne l'étaient avant l'augmentation des productions. D'autres chocs extérieurs indépendamment du marché sont intervenus comme les inondations, la sécheresse et les insectes destructeurs de récoltes qui aggravent encore la pauvreté.

Mankiw et *al.* (1992) montrent que les résultats macroéconomiques faibles de l'Afrique (5,8% en 2011 : Banque Mondiale, 2011) par rapport à ceux de l'Asie (9,2% en 2011 : Lemoine et Ūnal, 2012), sont dus à l'insuffisance de l'épargne et de l'accumulation du capital physique sur le continent. Le faible niveau de revenu en Afrique Subsaharienne s'explique par la différence dans l'adoption d'innovation technologique dans la structure de production des deux continents (Asie et Afrique). Le potentiel de l'Afrique n'est pas pleinement exploité en raison des mesures restrictives du commerce, de l'échec de la politique macroéconomique, de l'absence d'institutions solides, de la faiblesse de l'économie et la faible surface financière.

1-2 Place de l'Afrique dans le commerce mondial

1-1-1 Marginalisation croissante

L'Afrique est marginalisée dans le commerce mondial puisque sa participation dans les exportations mondiales est faible. En 1960, la part de l'Afrique dans les exportations a atteint 3%. En 2000, elle a diminué à 1%. La part a été de nouveau 3% en 2011 (NG et Yeats, 2001 ; Douillet, 2012). Cette situation s'explique d'une part par la perte de marché dans les pays de l'OCDE. La part des exportations de l'Afrique vers l'OCDE a diminué de 78% à 53% entre 1950 et 2010 (FMI, 2012). Toutefois, l'Afrique a gagné des parts de marché de 3% en Brésil, 6% en Inde et 17% en Chine (FMI, 2011). D'autre part, les exportations des produits traditionnels d'Afrique sont concurrencées par les produits en provenance d'autres sources (produits synthétiques). Par exemple le jute et le sisal sont remplacés par la fibre synthétique.

Les pratiques commerciales des pays industrialisés comme la subvention aux produits agricoles aux Etats-Unis contribuent à cette marginalisation.

L'imposition des normes techniques et sanitaires pour les produits agricoles empêchent l'Afrique d'entrer sur le marché.

L'application de ces normes engendre des coûts élevés. L'Afrique présente une faible compétitivité. Dès lors, de nombreux marchés sont fermés pour les pays africains.

1-2-2 Dépendance vis-à-vis du commerce mondial

L'Afrique dépend des recettes d'exportations pour ces activités économiques et ses recettes fiscales. L'exportation génère des devises pour importer les biens d'équipements nécessaires à l'activité de production et pour satisfaire les besoins de la population.

La part du commerce dans la production de l'économie régionale est élevée en Afrique. Entre 1960 et 2010, le ratio des échanges au PIB a augmenté de 50% à 60%. Au niveau mondial, le ratio est passé de 25% à 55% durant cette période (Douillet, 2012).

Une grande partie des recettes fiscales provient de la taxe à l'importation. De 2006 à 2010, la part de la taxe à l'importation dans les recettes fiscales s'est accrue de 8% à 58%. Pour les PED de l'Asie du Sud-est, cette part n'est que 0,6% (Douillet, 2012). Cette situation résulte des droits à l'importation plus élevés surtout pour les produits agricoles. Actuellement, ce droit est de 27% contre 24% en 2004 (Douillet, 2012). En effet, les Etats africains appliquent des droits à l'importation élevés afin de compenser leur perte en droit de douane.

Les pays africains sont sensibles aux évolutions du commerce international et très vulnérables aux chocs commerciaux. L'accroissement de la volatilité des prix agricoles mondiaux peuvent entraîner des effets pervers sur le pays. Lorsque la volatilité s'étend aux prix locaux alors elle accroît le risque d'insécurité alimentaire et touche les revenus des plus démunies.

Les échanges occupent une place importante dans l'économie africaine. De ce fait, la hausse des exportations et la diminution des importations peuvent stimuler le développement de l'agriculture et avoir des externalités positives sur les autres secteurs.

1-2-3 Structure des échanges :

La structure des échanges de nombreux pays africain est caractérisée par :

Les exportations, sont dépendantes des produits de bases, sont dominées par les produits des catégories 0-47 de la classification type pour le commerce international (CTCI) (annexe). Les produits primaires occupent 80% des recettes d'exportation des pays africains (Dellanoue, 2012).

La composition par produits des importations africaines est caractérisée par la domination d'une gamme étendue de produits manufacturés des catégories 4 à 8 de la CTCI.

Plus de 80% du total des exportations de l'Afrique, composés par des produits de bases, sont destinées en Europe (58%), en Asie (17%) et en Amérique (6%) (FMI, 2011). Un pourcentage comparable des importations du continent provient des mêmes pays.

La place de l'Afrique sur le marché mondial du commerce est : un continent producteur et exportateur de produits primaires, échangé contre des produits manufacturés. La part de l'Afrique dans le commerce mondial est passée de 1% à 3% entre 2000 et 2011 (Douillet, 2012). Cette augmentation s'explique par les cours des produits pétroliers et miniers ces dernières années. Cependant, la balance commerciale de l'Afrique est encore déficitaire.

Spécialisation peu dynamique

Les pays africains sont dépendants des matières premières (miniers et agricoles). En 1950, 70% des exportations sont des produits primaires. En 2000, les matières premières occupent 60% des exportations. En 2011, ils représentent 50% des exportations (Aubourg, 2002 ; Douillet, 2012). Dans le pays comme le Niger, le pétrole occupe 85,4% des exportations tandis qu'en Burkina Faso, 89% des exportations sont des fruits secs (CNUCED, 2011).

Les pays africains héritent cette spécialisation de la colonisation. En outre, ils ne sont pas arrivés à diversifier leur exportation après leur indépendance. Même après la décolonisation, les principaux partenaires des pays africains sont les anciens colonisateurs.

La spécialisation dans les produits primaires est accentuée par l'augmentation des cours des produits de base surtout pour les combustibles et les métaux et la découverte de nouveau gisement par exemple en Angola, Guinée Equatoriale, Tanzanie. Ainsi, les pays de l'Union Monétaire de l'Ouest Africain (UMOA) ont développé les activités extractives au détriment des produits agricoles. De plus que la concurrence avec les pays émergents en produits de base devient rude. L'or occupe 20,1% des exportations de l'UMOA, le pétrole 19,4% et le cacao 19% en 2010 (CNUCED, 2011).

La spécialisation dans les matières premières entrave à l'avenir puisque les pays africains dépendent des cours des matières premières pour leur recette d'exportation et leur recette fiscale. Les cours volatiles des recettes d'exportation n'aboutissent pas à une planification de développement.

Par ailleurs, Aubourg (2002) confirme que la spécialisation dans les produits primaires affaiblit la part relative dans le commerce mondial. Par contre, le pays peut tirer profit de cette spécialisation s'il bénéficie d'un avantage en coût ou en qualité par rapport à ses concurrents.

Ces dernières années, la demande en produit agricole est en déclin en raison de la diversification de la demande mondiale vers les produits alimentaires transformés. Depuis 2008, les produits alimentaires transformés occupent 80% des produits agricoles (Douillet, 2012). Ainsi, la spécialisation dans les produits agricoles bruts est à contre courant de la demande mondiale.

Les ressources naturelles peuvent être prometteuses pour la croissance économique parce que l'extraction des ressources naturelles est à forte intensité capitalistique. Certes, les capitaux sont fournis par les étrangers. Dès lors, les revenus générés par les extractions reviennent aux entreprises étrangères. Cependant, les Etats africains perçoivent des impôts et d'autres recettes. L'extraction des ressources crée des emplois, génère du revenu pour les travailleurs nationaux. De plus, les achats d'intrants locaux effectués par ces entreprises procurent des recettes à l'Etat. Pour profiter des avantages découlant des ressources naturelles, les pays africains ont besoins de structure appropriée en matière de fiscalité, de l'octroi de concession et d'environnement propice à l'investissement.

Concentration des exportations

Les exportations des pays africains sont concentrées sur un petit nombre de produits de bases. Les produits agricoles et miniers occupent 50% des exportations. Les produits manufacturés de bases représentent 11% et les vêtements et le textile occupent 71% des exportations de l'Afrique du Sud et 76% des exportations de l'Iles Maurice (Douillet, 2012). L'Afrique est confrontée à des difficultés dans les domaines de la production nationale et de la diversification du commerce.

Cette dépendance résulte d'une part de la taille de marché national. Mesurer par rapport à la population et au pouvoir d'achat total, la taille du marché africain est petite. D'autre part, elle est fonction du niveau technologique de l'Afrique.

Le concept de fonction de production d'un bien manufacturé repose sur le niveau technique minimum de production requis pour avoir à garantie potentielle que le bien est fabriqué au coût moyen de production le plus bas possible, ou avec le maximum de rentabilité possible. Cependant, la taille du marché limite la spécialisation.

Dans les années 70, les pays africains ont pratiqué la substitution de la production locale aux importations afin de diversifier la structure de leur économie. Par ailleurs, ces industries ont été conçues pour les petites économies nationales ce qui conduit à l'échec de ces industries. Les produits fabriqués par ces entreprises ne sont pas compétitives par rapport aux produits manufacturés importés qu'ils doivent concurrencer.

La concentration des exportations sur une petite gamme de produit entraîne une faible croissance sur le long terme. De plus, elle limite les perspectives pour le secteur industriel car les faibles recettes d'exportation ne suffisent pas à l'importation de biens d'équipements nécessaires à la production industrielle.

L'Afrique doit abandonner la dépendance vis-à-vis d'une petite gamme de produits de base et diversifier sa production et son commerce. D'après une projection de la banque mondiale (2013), l'Afrique a un grand potentiel dans l'agriculture. Le marché africain de l'alimentaire et des boissons devraient atteindre 1000 milliards de dollars d'ici 2030 (Banque Mondiale, 2013). Actuellement, ce marché représente 313 milliards de dollars c'est-à-dire que ce chiffre devra tripler, qui induira davantage d'emplois, une plus grande prospérité, une population mieux nourrie et un net élargissement des opportunités permettant aux agriculteurs d'être compétitif sur les marchés mondiaux.

Les pays africains compensent leur faible diversification sectorielle par la diversification géographique. Les pays africains se sont ouverts aux échanges avec les autres PED. Entre 1990 et 2010, la part des exportations de l'Afrique avec le Brésil, la Chine et l'Inde ont atteint respectivement 3%, 6% et 17% (FMI, 2011). Durant la période 1992-2011, les échanges entre la Chine et l'Afrique sont passés de 1 milliard à 140 milliards de dollars US (CNUCED, 2013). Ces échanges concernent surtout les biens d'équipements comme les appareils électroménagers, les machines industrielles, les véhicules. La Chine importe principalement des produits combustibles et des métaux précieux comme le cuivre, le zinc.

Les biens d'équipement représente plus du quart des importations

Les importations des pays de l'Afrique subsaharienne sont composées à plus de 80% des produits manufacturés. Les biens d'équipement représentent 45% du total (Douillet, 2012). L'Afrique Subsaharienne importe des produits nécessaires à leur industrialisation. Cette dépendance aux importations concerne tous les pays et plus particulièrement l'Afrique de Sud (85% des importations) et Maurice (80%) (Douillet, 2012).

1-3 Coût de transport, accès aux marchés, commerce intra-zone

1-3-1 Des coûts de transport élevé :

En plus de la spécialisation, les coûts de transports élevés à cause du manque d'infrastructure (portuaire, maritime, routière) entravent aux échanges extra et intra-zone. Les produits primaires bruts et les produits semis-élaborés dépendent des transports maritimes.

Les recettes sont affectées par des coûts de transport souvent supérieur aux barrières tarifaires. Selon la Commission pour l'Afrique (2005), la situation géographique est l'une des causes des mauvaises performances du développement de l'Afrique. Les pays sans littoral sont défavorisés par rapport à ses concurrents et alors plus exposés à la pauvreté. Par exemple, les coûts de transport sont supérieurs à 50% et le volume des échanges sont inférieur à 50% des pays côtiers en Afrique. Clark et *al.* (2004) stipule que l'enclavement équivaut à être plus éloigné de 10000 km des marchés. L'absence de littoral devient ainsi un piège à pauvreté pour ces pays (Collier, 2007).

L'incapacité des pays africains à développer leur commerce est attribuable en partie à des mesures d'ordre interne et aux infrastructures. Les coûts de transactions (facilitation des échanges, communication, transport et énergie) sont plus élevés dans les PED. Par exemple, bien qu'une partie importante du commerce en Afrique s'opère par voie maritime, les coûts de fret représentent 10% de la valeur des importations contre 8,8% pour l'ensemble des PED (Hayashikawa, 2009).

D'autres handicaps empêchent l'Afrique de connaître une croissance élevée notamment le problème démographique et économique. Sur 53 pays africains indépendant, 38 ont une population de 15 millions d'habitant au moins (près 70%) tandis que un tiers compte au moins 13 millions d'habitant. Sur les 46 pays classés dans les PMA (en terme de revenu par habitant), 31 pays sont africains (Salinas et Aksoy, 2007). Ces statistiques mettent en évidence qu'une ouverture plus poussée vers le monde extérieur peut surmonter la taille du marché intérieur.

1-3-2 Les intégrations régionales

L'intégration de l'Afrique dans les échanges régionaux peut conduire à une intégration plus poussée sur le marché mondial. Ce qui renforce la compétitivité sur le marché mondial. De plus l'intégration régionale offre aux pays africains l'opportunité de mettre en commun leurs ressources et constituer un marché unique afin de disposer des avantages comparatifs et des économies d'échelle.

L'intégration régionale constitue un moyen d'insérer les pays africains dans les échanges mondiaux. Elle consiste à unir les économies des pays concernés au sein des zones régionales pour leur donner accès à des marchés plus élargis, favoriser les échanges et les investissements. Elle vise aussi à développer l'offre de biens et services et permettre aux entreprises d'exploiter les économies d'échelle et améliorer leur compétitivité (Aubourg, 2001). Plusieurs unions ont été créées comme l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), la Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'Union Monétaire Ouest Africain (UMOA).

Les intégrations rencontrent des difficultés liées à l'importance des recettes douanières pour le financement des budgets des Etats africains, à la faiblesse des infrastructures de communication et de la structure institutionnelle, au poids de la dette, à l'insécurité juridique et fiscale.

Les échanges intra-africains sont limités par de nombreuses difficultés. Le poids de l'histoire est le premier facteur au développement de ce type d'échange. La colonisation a habitué les pays africains à commercer avec leurs ex-colonies. Par exemple, le premier partenaire de Sénégal est la France. Les contraintes douanières dues à la corruption, les coûts de transport des matières premières et des produits manufacturés (63 fois plus élevés pour les échanges intra-africain, Djosou, 2012) entravent à l'échange intra-africain.

L'une des raisons des faiblesses des échanges intra-zone repose sur la spécialisation dans les biens relativement proche. Les efforts d'intégration régionale consistent à diversifier les échanges entre pays en augmentant les exportations vers les autres pays membres.

Pour conclure, la dépendance vis-à-vis des produits primaires ne permet pas à l'Afrique de développer son commerce. De plus, d'autres problèmes d'ordre structurel s'ajoutent à cette dépendance. La faible recette d'exportation ne suffit pas à financer les importations ce qui entrave au développement du secteur industriel. Alors que l'industrie crée de l'emploi et est à forte valeur ajoutée. L'Afrique a besoin de s'intégrer dans le commerce intra-zone pour pallier l'étroitesse du marché intérieur. Dans la section 2, nous mettons en évidence le succès de la Chine dans le commerce international.

Section 2 : Montée en puissance de la Chine

Depuis 1980, la Chine est devenue un des principaux acteurs du commerce mondial après avoir vécu en autarcie pendant trente ans. Cette performance est due à la politique incitative pour les firmes nationales et attractive pour les firmes étrangères.

La spécialisation de la Chine est la fabrication de produit à forte intensité de main-d'œuvre. Par contre, ces dernières années, la Chine est caractérisée par une montée en gamme de la qualité des produits. Le commerce extérieur dépend des firmes étrangères. La Chine est aussi fortement intégrée dans les réseaux de production et commerciaux asiatiques ce qui en fait sa compétitivité. Cette section analyse les progrès de la Chine dans les échanges mondiaux.

2-1 Place de la Chine dans le commerce mondial :

La part de la Chine dans le commerce mondial a augmenté de 3% en 1960 à 12% en 2010 (Artus, 2011). La part de la Chine dans les exportations mondiales est de 36% tandis que les importations occupent 28% du commerce mondial (Lemoine et Ünal, 2012). Cette progression a été possible grâce à l'amélioration du niveau d'éducation et l'amélioration de la formation de la population active en Chine. Le nombre de diplômé a atteint 84 millions en 2010 contre 25 millions en 1996. Le nombre de jeune inscrit à l'université est passé de 11% à 36% entre 1999 et 2010 (Artus, 2011).

La Chine est un acteur majeur de la croissance mondiale. Elle a participé à 20% du PIB durant la période de 2000 à 2011 (Lemoine et Ünal, 2012). Les effets de la croissance de la Chine sur le reste du monde se sont transmis par le commerce. Avec plus de 9% des importations en 2011 contre 3,5% il ya dix ans (Lemoine et Ünal, 2012), la Chine est une source de plus en plus importante de la demande mondiale.

2-2 Essor du commerce extérieur :

La dynamique du commerce international de la Chine repose sur la stratégie et la politique d'ouverture, l'importance de la population active et la hausse des exportations favorisée par la compétitivité-coût du secteur industriel.

2-2-1 Reforme et politique d'ouverture :

En 1979, la Chine a mis en œuvre une réforme axée sur le commerce extérieur avec des mesures relatives à la décentralisation et à la création de zone économique spéciale (ZES). L'ouverture s'est concrétisée à partir de 1982 qui a conduit à son adhésion à l'Organisation Mondial du Commerce (OMC) en 2001.

La politique d'ouverture a consisté à valoriser les avantages comparatifs des provinces côtières. Le développement des échanges extérieurs issu de cette politique devait générer à la croissance économique qui s'étalerait ensuite dans les provinces intérieures.

Les choix politiques sont guidés par des objectifs en matière de politique industrielle et de sécurité nationale. Ils mettent en valeur le pouvoir de négociation des différents groupes d'intérêts (Bin, 2001).

La stratégie de politique commerciale s'est déroulée en quatre phases :

De 1980 à 1983 : les politiques de planification diminuent progressivement cependant le soutien aux exportations de produits pour lequel le pays détient un avantage comparatif reste marginal.

De 1984 à 1990, la substitution aux importations est remplacée peu à peu par la promotion des exportations. Ces deux politiques sont appliquées en simultané dans des secteurs différents. Ce dualisme s'explique par le caractère graduel de la réforme d'une part et par le manque de consensus entre le parti communiste d'autre part. Le gouvernement a soutenu les exportations correspondant à l'avantage comparatif tout en protégeant les entreprises d'Etat à travers la substitution aux importations. De plus, la décentralisation et les contrats signés avec les gouvernements locaux en 1988 ont renforcé ces entreprises d'Etat en raison de la subvention aux exportations accordée aux entreprises nationales.

De 1991 à 1993, les droits de douanes diminuent progressivement. La politique de promotion des exportations est toujours maintenue. Elle est l'un des éléments essentiels de la politique industrielle notamment dans le secteur textile et habillement. Durant cette période, la surévaluation des taux de changes était défavorable aux exportations.

Depuis 1994, la Chine a accéléré la libéralisation jusqu'à son adhésion à l'OMC en 2001. Les barrières tarifaires ont été abaissées, les producteurs ont été incités à se référer aux prix internationaux. Les contrats de responsabilité des provinces ont été supprimés en 1994 (Renard, 2004).

Avant les réformes de 1979, une dizaine d'entreprises d'Etat détenait le monopole des exportations et des importations. Les producteurs locaux n'avaient pas contact avec le marché international et de relation entre eux.

Les prix ne reflétaient pas le coût et la rareté et les taux de change étaient surévalués ce qui défavorisait les exportations et incitait les importations. Dès lors, les différentes mesures de protection mises en place ultérieurement ont été considérées comme un signe de libéralisation dans un premier temps (Lardy, 1991).

A partir de 1984, les prix aux producteurs et aux importateurs suivaient les prix internationaux. De plus, des droits de douanes et différentes commissions ont été ajoutés. Les réformes de commerce extérieur portent quatre dimensions (Will et *al.*, 2000) :

- Augmenter le nombre d'entreprises autorisées à commercer avec l'étranger,
- Développer les instruments indirects de politique commerciale inexistant dans le système planifié,
- Réduire et à terme supprimer les distorsions de change et
- Réformer le système de prix afin d'avoir des prix de marché permettant une meilleure allocation des ressources.

La politique d'ouverture s'est aussi appuyée sur la création des ZES. Des mesures préférentielles ont été mises en place en 1979 dans ces ZES et dans certaines villes côtières avant d'être étendues à l'ensemble du pays. Elles consistent à minimiser les coûts de la transition. Elles ont servi de laboratoire et ont joué un rôle important dans l'ouverture de l'économie chinoise (Renard, 2004).

Les ZES devaient non seulement soutenir le développement du commerce extérieur mais aussi le développement des IDE, favoriser les transferts de technologies (Ge, 1999). Les performances ont été remarquables. Par exemple, entre la période de 1980 et 1990, la part de Shenzhen dans le PIB est passée de 0,6% à 10,2% tandis que les exportations ont augmenté de 0,5% à 22,3% durant cette période. Ce qui correspond à une croissance du PIB de 35% par an (Ge, 1999). En 1984, 14 villes côtières se sont ouvertes aux IDE et au commerce extérieur selon la logique de la stratégie de développement économique de la zone côtière.

En 1990, 13 zones préférentielles ont été créées dans les provinces côtières. A la fin des années 1990, cette politique a été étendue dans les provinces intérieures.

Cette stratégie explique l'accroissement du commerce extérieur de la Chine surtout à partir de la deuxième moitié des années 1990. En effet, les exportations de la Chine se sont accrues et diversifiées au cours des années 1990. Elle est devenue premier exportateur mondial en 2009 et actuellement elle représente 16% des exportations mondiales (9% des importations) (Lemoine et Ünäl, 2012).

La politique d'ouverture a permis un changement dans la structure du commerce puisque les exportations étaient constituées par 43,3% de produits primaires et 56,7% de produits manufacturés en 1983 (Renard, 2004). Actuellement, les produits manufacturés représentent 90% des exportations de la Chine (Artus, 2011).

Concernant les produits primaires, le déficit en matières premières s'est accru en Chine en raison de la hausse des cours mondiaux du fer, du cuivre et de l'acier. La Chine est passée d'une situation excédentaire à un déficit en matière première de carburant à cause d'un côté de la hausse du prix du pétrole (la Chine est en partie responsable de cette hausse) et de l'autre côté la hausse de sa demande (2^{ème} importateur mondiale). Les machines, équipements électriques et téléviseurs représentent le premier poste d'exportation devant le textile, les articles manufacturés et les produits chimiques. Ils représentent aussi le premier poste des importations ce qui reflète l'importance de l'assemblage dans le commerce extérieur (46% au total Artus, 2011). Les produits semi-finis occupent 46% des importations, les pièces et composants 26%, les biens d'équipement 22% et les biens de consommation 9% (Lemoine et Ünal, 2012).

Les réformes adoptées par la Chine ont eu des répercussions sur la structure de l'emploi. En effet, le secteur rural est caractérisé par une baisse de l'emploi agricole ce qui a libéré une main-d'œuvre à bon marché. Cette main-d'œuvre a permis de développer les industries exportatrices dans les provinces côtières notamment Guandong, Fuijian, etc.

Au départ, l'avantage comparatif de la Chine réside dans cette capacité d'adaptation de la main-d'œuvre (avec un niveau d'étude primaire au minimum) de passer de l'agriculture à l'industrie.

Dans les années 1980, les coûts salariaux étaient très bas qu'aucun concurrent de la Chine ne pouvait faire face. Si un indice 100 représente le salaire moyen aux Etats-Unis, il est de 2,1 en Chine. Cette différence s'explique par l'écart de productivité. Un indice 100 aux Etats-Unis correspond à 2,7 en Chine. Par conséquent, le coût de travail en Chine équivaut à 77% du coût de travail américain (UNCTAD, 2002).

Il existe une hétérogénéité dans les niveaux de salaires entre les villes et les campagnes et entre les grandes villes. La hausse des salaires pour les emplois qualifiés caractérise une nouvelle forme de l'avantage comparatif de la Chine. En effet, les emplois qualifiés se développent dans les secteurs de hautes technologies. Par exemple, entre 2000 et 2007 le coût de salaire horaire dans les industries ont augmenté de 0,47 dollars à 1,5 dollars (Artus, 2011).

La Chine garde une forte compétitivité-prix à cause du niveau de salaire assez bas qui devrait se maintenir jusqu'en 2015 (Renard, 2004). En Allemagne, le coût de salaire horaire est égal à 38,5 dollars tandis qu'en Chine, il est à 1,5 dollars (Artus, 2011).

Ce niveau de salaire qui en fait la compétitivité de la Chine sera soutenue par la libération de main-d'œuvre à cause des pertes d'emplois dans le secteur agricole. Ce secteur a une faible compétitivité internationale.

L'avantage comparatif de la Chine dans les biens intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée se trouve dans les secteurs textiles et habillement, le cuir, le jouet et les chaussures. En effet, ces secteurs ont été la force des exportations de la Chine dans les années 1980. Les articles électroniques et électriques ont tirés les exportations à partir des années 1990 (Lemoine et Ünal-Kencensi, 2002).

Cette réforme conduit à une amélioration du niveau de vie de la population. Le revenu par tête a été multiplié par 15 durant la période de 1975- 2007. Plus de 500 millions d'habitant sont sortis de la pauvreté (Weber, 2010).

2-2-2 Le facteur démographique :

La population a contribué très positivement au miracle chinois. Avec 1,3 milliards d'habitant, le modèle de croissance chinois s'est appuyé sur l'abondance de main-d'œuvre et le coût de travail très faible (Artus, 2011). En effet, la Chine a profité de cet avantage démographique pour se spécialiser dans la production de bien intensif en travail. L'expansion de l'économie chinoise s'explique par le transfert de main-d'œuvre de la campagne vers la ville. D'après Weber (2010), l'industrie emploie 200 à 220 millions d'anciens paysans.

La croissance chinoise est dépendante de l'accumulation de facteur de production notamment le travail. En outre, cette population est entrain de vieillir alors la Chine perd progressivement cet avantage démographique.

2-2-3 D'une forte intensité en main-d'œuvre à la haute technologie :

La Chine était positionnée initialement dans la production de produits à faible intensité technologie tels le textile, le jouet, etc. Dans les années 1990, elle a percé dans les produits à haute technologie comme l'électronique et l'informatique.

Le décollage industriel de la Chine a commencé par l'industrie lourde, héritée de la période maoïste et favorisée par le surinvestissement dans les années 1980 et 1990. La Chine occupe la première place de producteur mondial d'acier, de ciment et d'aluminium (Weber, 2010). L'expansion de l'industrie légère (textile et habillement) s'explique par l'intégration de la Chine au marché mondial et repose sur le faible coût de la main-d'œuvre.

La Chine a fourni 17% des exportations mondiales de textiles et concentre la moitié de la capacité mondiale de production (Weber, 2010). La Chine se positionne également sur les industries à forte valeur ajoutée (biens de consommation durables, télécommunication) et dans les services. Les produits à forte intensité technologique occupent 32% des exportations chinoises (Artus, 2011).

2-2-4 une forte insertion dans le système productif asiatique :

La spécialisation de la Chine s'explique par son intégration dans le système de production et des échanges avec les autres pays asiatique. Comme, la Chine affiche un déficit avec ces pays, elle ne constitue pas une menace.

L'intégration régionale de l'Asie a débuté dans les années 60 avec la création de l'Association des Nations du Sud Est Asiatique (ASEAN). Cette intégration a été effectuée dans le but de limiter les poids des Etats-Unis et de se protéger contre les chocs liés à la mondialisation (Sheng, 2003). Elle résulte d'une forte intégration des réseaux de production entre les pays de l'ASEAN.

La spécialisation de la Chine reste toujours dans les biens intensifs en main-d'œuvre cependant la montée en gamme se trouve sur quelque secteur (électronique et électronique). Ainsi, la Chine constitue une menace pour Singapour, Taiwan, Corée et Malaisie. En effet, la structure de leur exportation est proche. Pour Thaïlande et Indonésie, la Chine n'est pas une menace puisque leur avantage comparatif réside dans les ressources naturelles. D'après Lall et Albaladjedjo (2004) la menace que représente la Chine pour les autres pays asiatique se trouve dans les biens intensifs en main-d'œuvre. Par exemple, la structure des exportations de la Chine ressemble à la structure de Bangladesh, Sri-Lanka, Viet Nam pour le secteur habillement.

Concernant les produits de haute technologie, la Chine et les autres pays d'Asie sont complémentaires que concurrents. En effet, les importations de la Chine en bien de haute technologie s'effectue avec l'Asie. D'ailleurs, elle augmente plus que ses exportations. Cette complémentarité entre les pays asiatiques entraîne la construction d'une base régionale. Cependant, si la Chine continue sa montée en gamme alors les autres vont en souffrir. Par exemple, le Japon sera assez vulnérable pour ses exportations avec les Etats-Unis et l'Europe (Renard, 2004).

La concurrence concerne aussi le rachat des firmes étrangères par les firmes chinoises. Par exemple, la société automobile Shanghai Automobile Industry Corp a signé un accord pour racheter le constructeur automobile coréen Sangyong (Renard, 2004). De ce fait, il se peut que la Chine délocalise une partie de la production sur son territoire. Ceci s'explique par la hausse des salaires en Corée.

La Chine est un moteur de l'activité économique de l'Asie. En plus d'être une base pour les exportations des autres pays asiatiques, la Chine est aussi un marché de destination pour leurs produits finis.

2-2-5 Nature du commerce extérieur :

La structure du commerce extérieur de la Chine est composée par le commerce d'assemblage et le commerce ordinaire.

Le commerce d'assemblage occupe la majeure partie des échanges extérieurs. D'ailleurs, il est à l'origine de la dynamique des exportations et il dépend largement de l'IDE.

Le commerce ordinaire est le fait des entreprises chinoises et il est peu compétitif. Les secteurs qui en font la compétitivité de la Chine sont essentiellement l'assemblage. Cette structure s'explique par l'organisation de la production de la zone asiatique et de la politique commerciale. En effet, le commerce d'assemblage est exempté de droit des douanes.

Le commerce extérieur de la Chine dépend du commerce d'assemblage. Il concourt à près de la moitié des exportations chinoises. Dans les secteurs plus dynamiques, l'assemblage occupe les trois quarts des exportations en matériel électrique, machines (Artus, 2011). La Chine essaie de remonter en gamme puisqu'elle développe maintenant la production de ces composants (Schafaeddin, 2004).

Les exportations chinoises se sont diversifiées vers les produits à haute technologies. Ils occupent 19% des exportations en 2001 actuellement 29% (Szimai et Wang, 2003 ; Artus, 2011). La part de ces produits est importante dans le commerce cependant ils sont moins importants dans la production puisqu'ils ne représentent que 3% du PIB (Lemoine et Ünal, 2011).

Cette montée en gamme résulte de la stratégie de la Chine puisque la stratégie a consisté à inciter les firmes multinationales à faire des transferts de technologie. Ce qui entraîne des effets spillovers.

Le gouvernement utilise l'importance du marché intérieur pour négocier le transfert de technologie. Cette montée en gamme se repose aussi par un effort de financement de la recherche et développement. De plus, l'élévation du niveau d'éducation a joué un rôle important. Actuellement, le taux de scolarisation est de 35,85% alors qu'en 1999, il n'a été que 10,83% (Artus, 2011).

Les technologies de pointe se trouvent dans quelques zones comme Shanghai, Delta, la rivière de Perle. Toutefois, une évolution dans quelque zone de recherche est observée. En effet, les entreprises multinationales délocalisent pour bénéficier de la main-d'œuvre à bon marché.

Le secteur informatique représente la moitié des exportations de biens à haute technologie ensuite le secteur de la communication et de l'électronique (Sachwald, 2009).

L'essor des exportations de la Chine s'explique surtout par la présence des entreprises étrangères sur le territoire. En effet, 55% des exportations sont réalisées par ces firmes (Sachwald, 2009).

Les produits d'exportation de la Chine sont fabriqués en Chine par contre la plupart n'est pas fabriquée par la Chine (Melka, 2006).

Les caractéristiques de la spécialisation concernant les produits intermédiaire et l'assemblage expliquent l'orientation géographique de l'échange de la Chine.

L'entrée de la Chine sur les marchés mondiaux a entraînée les échanges avec les autres pays de l'Asie qui représente un avantage comparatif similaire. L'Asie constitue actuellement une zone régionale relativement intégrée (Renard, 2004). La Chine occupe une place importante dans cette intégration.

L'orientation géographique des échanges de la Chine présente deux caractères : elle importe des autres pays asiatiques des biens intermédiaires puis elle les assemble pour les réexporter aux Etats-Unis et en Europe.

En 2011, la part de la Chine dans les exportations de Corée a atteint 13%, 17% en Malaisie et 25% pour Taiwan (Lemoine et Ünal, 2012). Les importations de la Chine vers les Etats-Unis sont 18,4% et 22,4% pour l'Union européenne (Artus, 2011).

L'Asie est dominante dans les importations de la Chine (27,1% : Artus, 2011) en raison de la spécialisation de la Chine dans le commerce d'assemblage.

Cette orientation géographique explique les soldes commerciaux de la Chine. D'une part, la Chine affiche un excédent commercial avec les Etats-Unis et l'Union européenne. D'autre part, elle accuse un déficit avec l'Asie.

Même si le commerce extérieur de la Chine ne cesse de croître, elle n'affiche pas des excédents commerciaux élevés (2% du PIB : Lemoine et Ünäl, 2012). Ceci explique que les soldes commerciaux dépendent plus de la situation économique interne que de la conjoncture internationale. Selon Ge (1999), le solde de la balance commerciale et le PIB évolue en sens inverse. En d'autre terme, une accélération de la croissance du PIB s'accompagne d'une augmentation de la demande d'importations et d'un ralentissement des exportations.

2-3 Dépendance vis-à-vis du commerce extérieur et retard technologique :

Après trente ans de croissance ininterrompue et malgré une forte résilience face à la crise, la Chine affiche quelques fragilités à savoir le vieillissement de la population, la dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, le retard technologique.

2-3-1 Dépendance vis-à-vis du commerce extérieur

La Chine a connu une forte croissance durant ces trente dernières années grâce à l'expansion du commerce extérieur. Cependant cette dépendance vis-à-vis des exportations constitue une faiblesse de l'économie chinoise. En effet, la crise financière de 2008 a entraîné des impacts sévères sur le commerce extérieur de la Chine. Entre 2007 et 2011, la part des exportations dans le PIB a diminué de 36% à 28% tandis que les importations ont chuté de 29% à 26% et l'excédent commercial a baissé de 7% à 2% (Lemoine et Ünäl, 2012).

2-3-2 Vieillissement de la population :

La politique de l'enfant unique induit une transition démographique brutale puisque la population vieillit rapidement.

Les plus de 65 ans représenteront 25% à 35% de la population en 2030. Le réservoir de travailleurs migrants à la disposition de l'industrie devrait cesser de croître prochainement (Gipouloux, 2008).

Ce vieillissement de la population permet de résoudre le problème de chômage (le chômage urbain a atteint 9% en 2008 : Weber, 2010). Cependant, l'épuisement de l'armée de réserve chinoise constitue un goulet d'étranglement pour l'industrie puisque ceci entraîne une augmentation des salaires des travailleurs migrants (+ de 20% par an depuis 2003, Weber, 2010).

La compétitivité de la Chine reposait sur l'abondance de main-d'œuvre à bas coût.

L'augmentation des coûts de travail rend la Chine vulnérable face à ses concurrents tels que le Bangladesh, le Cambodge ou le Vietnam pour le textile. En effet, 10% des 60000 entreprises implantées dans le delta des Rivières des Perles ont cessé leur activité depuis 2008 à cause de la compétitivité (Weber, 2010). Parmi les Petites et Moyennes Entreprises (PME), la plupart choisit de changer de secteur d'activité que de monter en gamme lorsqu'elles doivent affronter une intensification de la concurrence.

2-3-3 Retard technologique :

La difficulté principale rencontrée par la Chine réside dans son incapacité à se spécialiser plus rapidement dans les industries à forte intensité technologique. La montée en gamme des produits s'effectue à un rythme plus lent en raison de la faiblesse de dépense d'éducation et de recherche-développement (2,8% du PIB contre 4% en moyenne pour les PED, Weber, 2010).

Grâce à l'essor de l'industrie électronique, la Chine a développé rapidement ses exportations de produits à haute technologie. Cependant, ces industries résultent des IDE. Dès lors, les entreprises multinationales ont construit en Chine des centres de R-D pour développer et adapter les produits. La Chine représente un retard en technologie et en matière d'innovation. Le nombre très faible dans la participation aux dépôts de brevets et licences illustre ce retard. La Chine a encore des chemins à faire pour le rattrapage technologique.

Le rattrapage technologique est entravé par le manque de personnel qualifié malgré les efforts entrepris par la Chine. En effet, le nombre des diplômés de l'enseignement supérieur en quantité et qualité ne correspond pas aux besoins des entreprises (7 071 047 : Artus, 2011). Le salaire des personnels qualifiés augmentent rapidement. De ce fait, le développement des activités à forte valeur ajoutée est freiné.

La hausse du contenu technologique des produits d'exportation de la Chine n'est pas accompagnée d'une montée en gamme. Depuis son ouverture, la spécialisation de la Chine reste toujours les produits à bas prix. Les produits de la Chine sont encore dans les bas de gamme tant sur les produits textiles et habillements que les produits à haute technologie. La Chine exporte essentiellement des produits de masse standardisés. En 2007, les exportations en haute technologie de la Chine vers la France sont pour deux tiers des produits de bas de gamme (Artus, 2011).

Les entreprises exportatrices ont réalisé des gains de productivités sur la base d'une main-d'œuvre à bas salaire et se sont livrées à une concurrence effrénée sur les marchés mondiaux.

La sous-évaluation du yuan a accompagné cette stratégie (Larèche Revil et Mignon, 2004).

Les prix à l'importation se sont élevés. Les produits primaires ont connu une forte hausse. La demande chinoise a contribué à cette hausse. De même, les produits manufacturés ont aussi augmenté parce que la Chine importe de plus en plus d'intrants sophistiqués. La baisse des valeurs unitaires de l'exportation et la hausse des prix à l'importation entraînent une détérioration des termes de l'échange de la Chine. Ceci a pour conséquence une diminution de ses gains à l'échange.

Conclusion du chapitre 2 :

La spécialisation de l'Afrique dans es produits de bases est un facteur limitatif à sa croissance. Ces produits sont sensibles à la volatilité des prix et sont plus exposés à la détérioration des termes de l'échange. Les recettes d'exportation sont instables et ne permettent pas de financer les importations de biens d'équipements. Par conséquent, les ays africains doivent recourir à la dette.

La spécialisation de la Chine dans les biens à haute technologie a tiré sa croissance. Cette spécialisation résulte des IDE et de la forte intégration de la Chine dans le système productif asiatique. Grâce à l'expansion du commerce extérieur, la Chine a connu une forte croissance économique durant ces trente dernières années.

CONCLUSION :

Cette étude avait pour objectif d'analyser la contribution du commerce en matière de développement. Plus précisément, elle consiste à savoir dans quelle mesure le commerce international contribue-t-il à la croissance économique des pays en développement ?

Le commerce international favorise la croissance parce qu'il permet une spécialisation accrue. La spécialisation permet de parvenir à des économies d'échelle. Le commerce accélère le transfert de technologie et de savoir faire des pays avancés. Tous les moyens de production sont pleinement exploités grâce au commerce. Aussi, il améliore la productivité.

L'Afrique est caractérisée par une faible part des produits manufacturés dans les exportations, des échanges intra-régionaux insuffisamment développés, une démographie élevée. Cette caractéristique catalyse la croissance économique. La spécialisation dans les matières premières, les restrictions au commerce, les subventions aux producteurs des pays du Nord sont à l'origine de la mauvaise performance de l'Afrique dans le commerce international. Par conséquent, l'Afrique ne peut pas promouvoir sa croissance grâce au commerce. La participation de la Chine aux échanges internationaux a tiré sa croissance. Aujourd'hui, la Chine figure parmi les principaux acteurs du commerce international. Ce succès a été possible grâce à l'intensification des produits à haute technologie dans les exportations, l'attraction d'IDE et l'amélioration du niveau d'éducation et de la qualification de la population active.

La modification de la structure des exportations par l'intensification des produits manufacturés génère des recettes plus élevée nécessaire pour financer l'économie et stimuler la croissance.

BIBLIOGRAPHIE :

Ouvrages :

ARTUS J., 2011. *L'émergence de la Chine : impact économique et implication de politique économique*, Direction de l'information administrative France, 314p.

BIN S., 2001. *The Political Economy of Trade Policy in China*, Nankai University, Working Papers, 24p.

CHAMBERLIN E., 1933. *The Theory of Monopolistic Competition*, Harvard University Press, Cambridge, 143p.

CHAMBERLIN E., 1962. *The Theory of Monopolistic Competition*, Harvard University Press, Cambridge, 167p.

COLLIER P., 2007. *The Bottom Billion: Why the Poorest Countries Are Failing and What Can Be Done About It?*, Oxford University Press, 212p.

COLOMBANI P., 2002. *Le commerce mondial au XXème siècle*, Institution Française des Relations Internationales, France , 305p.

DOUILLET M., 2012. *Commerce et développement en Afrique Subsaharienne: priorité à l'intégration régionale ou aux négociations à l'OMC ?*, Note n°4, Décembre, 13p.

DUNCAN R. et QUANG D., 2002. *Trade Liberalization, Economic Growth and policy Reduction Strategies*, National Centre for Development Studies, The Australian National University, 175p.

GE W., 1999. *Special Economic Zones and the Economic Transition in China*, World Scientific, Singapore, 209p.

HERTEL T. et WINTERS L., 2005. *Poverty Impacts of a WTO Agreement: Synthesis and Overview*, Banque Mondiale, Washington, 123p.

KRUGMAN P. et OBSTEFELD M., 2009. *Economie internationale*, 8^{ème} édition, Pearson Education, Paris, 713p.

LARDY N., 1991. *Foreign Trade and Economic Reform in China: 1978-1990*, University Press, Cambridge, 108p.

Mc COLLOH N., WINTERS L. et CIERA T., 2001. *Trade Liberalization and Poverty : A Handbook*, Centre for Economic Policy Research and Department for International Development, Londres, 276p.

RENARD F., 2004. *La montée en puissance de la Chine dans le commerce mondial : une réussite spectaculaire pour une base fragile*, Etude et Document CERDI, 23p.

SCAMMEL W., 1983. *The International Economy since 1945*, St Martin's Press, New York, 169p.

SZIMAI A. et WANG L., 2003. *Technological Inputs and Productivity Growth in China's high Tech Industries*, Pekin et Eindhoven University of Technology, 32p.

WILL M., DIMARANAN B., HERTEL T., et IANCHOVICHINA H., 2000. *Trade Policy, Structural Change and China's Trade Growth*, Stanford University Working Papers, n° 64, 36p.

Revues:

BIGSTEN A., 2004. "Do African Manufacturing Firms Learn from Exporting?" in *Journal of Development Studies*, vol. 40, n°3, pp115-141.

FONTAGNEL. et FREUDENBERG M., 1999. « Marché unique et développement des échanges » in *Economie et Statistique*, n° 326-327, pp 27-54.

FRANKEL J. et ROMER D., 1999. « Does Trade Cause Growth » in *America Economic Review*, n° 89, pp 379-399.

GONDOWE G., 2001. « Pour que la mondialisation réussisse en Afrique » in *Finance et Développement*, pp31-33.

HOTELING H., 1929. "Stability in competition" in *Economic Journal*, n° 39, pp 41-57.

KRUGMAN P., 1979. "Increasing Returns, Monopolistic Competition and International Trade" in *Journal of International Economics*, n° 9, pp 469-479.

LANCASTER K., 1980. "Intra-Industry Trade under Perfect Monopolistic Competition" in *Journal of International Economics*, volume 10, n°2, pp 305-312.

LEMOINE F. et ÜNAL D., 2012. *Rééquilibrage du commerce extérieur chinois*, Lettre du CEPII, n° 350, 3p.

LEMOINE F. et ÜNAL-KENCENSI D., 2002. « Chine : spécialisation internationale et rattrapage technologique » in *Economie internationale*, n° 92, pp11-40.

MELKA J., 2006. "La Chine usurpe-t-elle sa place de nouvelle puissance commerciale ? » in *Le Monde Journal*, pp7.

MUCCHIELLI J., 2007. « Les théories de l'échange international » in *Mondialisation et commerce international*, Cahier français n°341, pp 20-32

RODRICK D., 1998. "Imperfect Competition, Scale Economies and Trade Policy in Developing Countries" in *Baldwin R. (ed.), Trade Policy Issues and Empirical Analysis*, University of Chicago Press, pp 5-12.

SHAFADEN S. M., 2004. "Is China's accession to WTO Threatening Exports of Developing Countries?" in *China Economic Review*, vol. 15, n° 2, pp109-144.

SHENG L., 2003. "China-ASEAN Free Trade Area: Origins, Development and Strategic Motivations" in *ISEAS Working Papers: International Politics and Security Issues Series*, n° 1, Institute of Southeast Asian Studies, Singapour, pp 35-44.

VERNON R., 1966. "International Investment and Trade in Product Cycle" in *Quarterly Journal of Economics*, n°80, pp 53-82;

Rapports:

CNUCED, 2004. *Les pays les moins avancés- Rapport 2004 : Commerce international et réduction de la pauvreté*, Genève, 135p.

CNUCED, 2006. « Aid for Trade » in *Rapport sur une conférence organisée par les secrétariats de la CNUCED et du Commonwealth*, Genève, pp 3-34.

ANNEXE:

CLASSIFICATION TYPE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL (CTCI)

Code	Libellé
0	Produits alimentaires et animaux vivants
00	Animaux vivants exclus ceux de la division 03
001	Animaux vivants autres qu'aquatiques
01	Viandes et préparations viandes
011	Viandes des animaux de l'espèce bovine
012	Autres viandes et abats comestibles
016	Viandes et abats comestibles salés, fumés, farines, farines et poudres
017	Préparations de viandes et d'abats n.d.a.
02	Produits laitiers et œufs d'oiseaux
022	Lait et produits laitiers (sauf beurre, fromages)
023	Beurres et autres matières grasses du lait
024	Fromages
025	Œufs d'oiseaux et jaunes d'œufs frais, blanc d'œuf
03	Poissons, crustacés, mollusques et préparations
035	Poissons frais, vivants ou morts, réfrigérés ou congelés
035	Poissons séchés, salés, fumés
036	Crustacés, mollusques et Invertébrés aquatiques
037	Préparations ou conserves de poisson, n.d.a.
04	Céréales et Préparations à base de céréales
041	Froment (dont épeautre) et métell non moulus
042	Riz
043	Orge non mondée
044	Mais non moulu
045	Céréales non moulues (sauf froment, riz, orge, mais)
046	Semoules
047	Autres semoules et farines de céréales
048	Préparations, céréales, féculs de fruits ou légume

TABLE DES MATIERES :

INTRODUCTION :.....	- 1 -
CHAPITRE 1 : COMMERCE INTERNATIONAL ET CROISSANCE ECONOMIQUE : UNE REVUE THEORIQUE	- 3 -
Section 1 : Théorie du commerce international.....	- 3 -
1-1 Commerce international comme résultat de la division du travail et de la spécialisation	- 3 -
1-2 Les nouvelles théories du commerce international :.....	- 9 -
1-3 Economies d'échelle, spécialisation et croissance économique :	- 18 -
Section 2 : Commerce international : un moteur de la croissance économique.....	- 19 -
2-1 Commerce et renforcement des capacités productives	- 19 -
2-2 Exportation et importation :	- 22 -
2-3 Niveau de développement, structure de l'emploi et de la production et accès au marché :	- 23 -
CHAPITRE II : COMMERCE INTERNATIONAL ET DEVELOPPEMENT : ECHEC DE L'AFRIQUE ET SUCCES DE LA CHINE	- 27 -
Section 1 : Commerce international et vulnérabilité de l'économie africaine	- 27 -
1-1 Commerce international et croissance économique en Afrique.....	- 27 -
1-2 Place de l'Afrique dans le commerce mondial	- 28 -
1-3 Coût de transport, accès aux marchés, commerce intra-zone	- 33 -
Section 2 : Montée en puissance de la Chine	- 34 -
2-1 Place de la Chine dans le commerce mondial :.....	- 35 -
2-2 Essor du commerce extérieur :.....	- 35 -
2-3 Dépendance vis-à-vis du commerce extérieur et retard technologique :	- 43 -
CONCLUSION :	- 46 -
BIBLIOGRAPHIE	
ANNEXE	

Nom : RASENDRAHARINIVO

Prénom : HaingoSalohy

Titre : COMMERCE INTERNATIONAL, CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT : Un retour sur les expériences africaine et chinoise

Nombre de page : 46

Tableau : 2

Résumé :

Le commerce international est perçu comme moteur de la croissance économique. Cependant le commerce international ne bénéficie pas à tous les acteurs économiques. En effet, les gains à l'échange sont inégalement répartis dans les PED. Le commerce international incite à la spécialisation permettant de parvenir à des économies d'échelle. Il accélère le transfert de technologie et de savoir faire des pays avancés. Il en résulte une répartition efficace des ressources et une amélioration de la productivité qui sont des facteurs essentiels au progrès économique.

La vulnérabilité de l'économie africaine à savoir la part très faible des produits manufacturés dans l'exportation, la spécialisation dans les matières premières, les échanges commerciaux intra-régionaux insuffisamment développés, le manque d'infrastructure, etc. est à l'origine de la mauvaise performance du commerce extérieur. Ainsi, le commerce international constitue un catalyseur de la croissance économique pour l'Afrique. La Chine a saisi l'opportunité offerte par le commerce international pour stimuler sa croissance économique. Grâce à l'attraction d'investissements directs étrangers, l'amélioration du niveau d'éducation et de la qualification de la population active, la Chine est devenue un acteur majeur du commerce mondial.

Mots clés : commerce international, croissance économique, avantages comparatifs, économies d'échelle.

Encadreur : Docteur RAKOTOVAO Heriniaina Andriananja

Adresse de l'auteur : Lot 55 E VII Bis Ambohidratrimo